

# RAPPORT DES SESSIONS D'ÉCOUTE DANS LES VILLAGES ET AUPRÈS DES LEADERS DANS LES RÉGIONS SAHÉLIENNES DU NIGER, DU BURKINA FASO, ET DU MALI

August  
2014





This study was produced with funding from the UK Department for International Development (DFID) as part of the project development phase for Scaling Up Resilience for Over One Million people in the Niger River Basin of Niger, Burkina Faso, and Mali (SUR1M), one of 10 projects across the Sahel Region for which a Concept Note has been approved by the DFID-funded Building Resiliency and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED) Programme. The SUR1M consortium is led by Catholic Relief Services, and brings together CAFOD (Catholic Agency for Overseas Development), Caritas Développement (CADEV) Niger, Catholic Organisation for Development and Solidarity (*Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité*) OCADES Burkina Faso, Caritas Mali, Farm Radio International (FRI), United Nations Development Programme (UNDP), Agrometeorology, Hydrology, Meteorology (AGRHYMET) Regional Centre, Research Programme on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS), and Tulane University.

*Cover Photograph: Women participate in a Focus Group Discussion in the village of Hamakouladji, Mali, as part of a series of listening sessions held to contribute to the development of CRS' proposed SUR1M project, for DFID's BRACED initiative. Hamakouladji, Gao cercle, Gao region, Mali, 16 May 2014 Photographer: CRS Mali*

Copyright © 2014 Catholic Relief Services

For any commercial reproduction, please obtain permission from [pqpublications@crs.org](mailto:pqpublications@crs.org) or write to:

Catholic Relief Services  
228 West Lexington Street  
Baltimore, MD 21201-3413 USA

# RAPPORT DES SESSIONS D'ÉCOUTE DANS LES VILLAGES ET AUPRÈS DES LEADERS DANS LES RÉGIONS SAHÉLIENNES DU NIGER, DU BURKINA FASO, ET DU MALI

**August 2014**

Authors:

*Niger:*

Hama Moussa

*Burkina Faso:*

Richard Simbiri

*Mali:*

Baba Faradji N'Diaye

# TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b> .....	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>6</b>
<b>1ÈRE PARTIE : RAPPORT DE CONSULTATION DES VILLAGEOIS</b> .....	<b>7</b>
Atouts et difficultés. ....	7
Cultures vivrières .....	8
Cultures de rente .....	11
Cultures maraîchères .....	13
Besoins en équipements agricoles. ....	13
Élevage .....	15
Groupes d'épargne et de crédit (SILC, MMD). ....	16
Autres sources de revenus monétaires .....	17
Problématique des migrations .....	19
Infrastructures communautaires .....	20
Dépenses des ménages .....	20
Ressources naturelles/changement climatique .....	22
Principaux risques et catastrophes. ....	24
Stratégies d'adaptation au changement climatique .....	26
Fonctionnement des systèmes d'alerte précoce au niveau local. ....	27
Accès aux ressources et prise de décision dans la famille par les femmes. ....	29
Accès à la terre en-dehors du cadre familial .....	30
Accès à l'éducation. ....	32
Indicateurs de bien-être .....	33
Conclusions et recommandations relatives aux sessions d'écoute dans les villages .....	35
<b>2ÈME PARTIE : PRINCIPAUX RÉSULTATS DES SESSIONS D'ÉCOUTE DES LEADERS</b> .....	<b>37</b>
Résultats obtenus .....	37
Forces, faiblesses, opportunités, risques/menaces. ....	38
Priorités de développement .....	54
Processus de préparation des pdc .....	59
Capacité de la commune comme structure de développement à exécuter le pdc. ....	61
Aspect genre .....	63

Accès des femmes a la terre . . . . .	66
Autres initiatives et projets ouvrant dans la commune . . . . .	68
Réactions par rapport a l’approche et aux principales activités conceptuelles. (Aspects de la note conceptuelle qui semblent les plus pertinents/prometteurs.) . . . . .	73
Disposition et capacité à partager les enseignements tirés au cours du projet. . . . .	78
Conclusions et recommandations issues de la rencontre avec les leaders . . . . .	80
<b>ANNEXES . . . . .</b>	<b>83</b>
Annexe 1 : Questionnaire pour les “Focus groups” communautaires (enquêteurs/trices) . . . . .	83
Annexe 2 : Guide d’entretien pour les « focus groups » des dirigeants et techniciens . . . . .	95



## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les sessions d'écoute organisées en avril-mai 2014 par le projet SUR1M auprès des bénéficiaires potentiels avaient comme principal objectif la connaissance de leurs préoccupations et leurs projets d'une part, et de leur opinion concernant des thèmes-clefs du programme BRACED de l'agence de développement international britannique DFID d'autre part. Deux types de sessions d'écoute ont été organisés : 1) des sessions avec des bénéficiaires potentiels tenues dans des villages sélectionnés et 2) des sessions avec les leaders aux chefs-lieux des 30 communes ciblées par le projet. Pour plus d'efficacité, les écoutes se sont déroulées sous forme d'interviews semi-structurés en focus groups. Dans les villages, les réunions ont eu lieu en trois groupes distincts: les hommes seuls, les femmes seules, et les jeunes en groupe mixte.

Les participants citaient surtout la disponibilité de terre cultivable et les conditions assez favorables d'élevage extensif comme leurs premiers atouts. Venaient ensuite, dans les villages du Niger et du Mali, le fleuve Niger et ses ressources en eau et en poissons. Pour les villageois du Burkina Faso, l'extraction artisanale d'or était souvent considérée comme troisième atout. Les autres atouts mentionnés assez souvent mentionnés étaient le petit commerce et de maraîchage. Les deux principales contraintes relevées par les villageois dans les trois pays étaient les suivantes : 1) insuffisance ou mauvaise répartition des pluies, qui résultent en déficits de production agricole et dans l'aggravation de la pauvreté des populations), et 2) la dégradation des sols et de pâturages. Les autres contraintes régulièrement citées étaient l'indisponibilité des intrants agricoles, les maladies des plantes et du bétail, le manque de moyens financiers, l'insuffisance des ressources pour l'élevage et les inondations. Les trois opportunités les plus citées par les villageois et par les leaders sont 1) la présence de partenaires techniques et financiers, 2) la prise de conscience des changements climatiques et, 3) la facilité d'écoulement des produits grâce à l'amélioration des routes.

Les participants perçoivent bien les conséquences du changement climatique (fortes températures, grande variabilité des pluies et des saisons, vents violents), même s'ils n'en comprennent pas assez les causes sous-jacentes. Ils veulent quand même faire face aux changements climatiques et de ce fait accueillent très favorablement

tout projet leur apportant un appui en matière d'adaptation au changement climatique.

Le mil et le sorgho sont les deux principales cultures vivrières de la zone du projet, suivis par le niébé et le riz. Les cultures qui apportent le plus de revenus aux ménages varient d'un pays à l'autre et même à l'intérieur du même pays, mais elles incluent invariablement le niébé, l'arachide, le sésame, et les cultures maraichères. Les problèmes associés à la production agricole sont surtout le déficit ou la mauvaise distribution des pluies, la non-disponibilité et le coût élevé des intrants agricoles, les maladies des plantes et l'insuffisance des outils ou équipements individuels (charrues/charrettes, motopompes,...) ou communautaires (forages, sites aménagés irrigués pour cultures maraichères,..). Les types d'élevage les plus importants sont ceux de la volaille traditionnelle, des chèvres, des moutons et des vaches. Les contraintes les plus fréquemment citées par les villageois dans le secteur de l'élevage sont l'insuffisance d'eau et d'aliments du bétail et la difficulté d'accès aux produits et services vétérinaires.

Les projets que les villageois voudraient réaliser sont principalement dans les domaines suivants : achat d'équipement agricole, intensification de la production agro-pastorale et diversification des activités génératrices de revenus. Si certains villageois comptaient sur la vente de bétail pour se constituer un petit capital afin de réaliser leurs projets, la majorité comptait sur des appuis externes tels que des crédits subventionnés, des subventions en équipements/intrants agricoles et l'amélioration des capacités. La mentalité d'assistés ou est assez développée dans la zone sahélienne du Burkina Faso et du Niger; elle se développe aussi au Mali en raison des bouleversements apportés par les récentes vagues d'insécurité.

Une des principales responsabilités des dirigeants des communes est l'exécution des programmes de développement des communes consignés dans les Plans de Développement Communaux (PDCs). Ces derniers sont élaborés avec la participation de différentes catégories de la population à travers les communes. Les services techniques, les élus communaux et la société civile participent bien, mais pas le secteur privé. Les femmes participent peu dans les prises de décision relatives aux PDCs.

Les PDCs reflètent bien les priorités de développement des communes dans les secteurs-clefs de l'agriculture, de l'élevage, de l'hydraulique villageoise et pastorale, des services sociaux de base

(santé et éducation) et de l'environnement. L'exécution des PDCs souffre cependant de l'insuffisance des ressources financières et de compétences techniques. Sans un apport substantiel de ressources de la part de partenaires de développement, aucune commune de la zone du projet n'est en mesure d'exécuter son PDC.

L'accès à la terre est problématique pour les femmes. Elles n'y accèdent souvent que par l'intermédiaire de leurs maris. Elles héritent bien de leurs pères, mais ne reçoivent qu'une part contre deux parts pour leurs frères, selon la tradition établie par les coutumes et la religion. La clef d'une plus grande participation des filles et des femmes dans le développement et d'un accès plus équitable aux ressources est l'éducation. Bien que des progrès importants aient été réalisés dans ce domaine, inscription en première année étant dorénavant à peu près égale, la coutume qui veut que la jeune fille se marie très jeune fait que la proportion des filles au niveau de la 6<sup>ème</sup> primaire devient très basse dans la zone du projet.

Il convient de noter que les femmes et les jeunes filles sont plus vulnérables aux risques et catastrophes du fait de leur faible contrôle des ressources et de leur incapacité à recourir à l'exode temporaire dans les grandes villes ou dans les autres pays en cas de crises, comme le font les hommes.

Les catastrophes les plus fréquentes dans la zone du projet sont liées aux déficits ou mauvaises répartition des pluies, provoquant des baisses drastiques de productions agro-pastorales et des inondations. Les systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse d'urgence (SCAP/RU, dont l'objectif est de faire remonter les informations relatives aux vulnérabilités et aux alertes) n'existent qu'au Niger. Cependant, ils ne sont pas très fonctionnels même dans ce pays. La forte pénétration des téléphones mobiles dans la zone du projet (chaque famille moyenne possède au moins un appareil) constitue une grande opportunité dans les trois pays pour la gestion des risques et désastres si un bon système d'alerte précoce était mis en place.

A la fin des discussions, le contenu de la note conceptuelle du projet SUR1M était dévoilé aux leaders pour solliciter leur opinion sur les programmes et les approches préconisées, et des propositions d'amélioration. Les villageois et les leaders ont beaucoup apprécié le fait qu'un projet et un bailleur de fonds aient pris l'initiative de les consulter sérieusement. Ils souhaiteraient que si le projet venait à être financé, il continue à les consulter durant la phase d'exécution.

# INTRODUCTION

## **Contexte de la consultation**

Dans le cadre du Programme de Renforcement de la Résilience et d'Adaptation aux Extrêmes Climatiques et Désastres (Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters -BRACED- Programme) de l'Agence de Coopération Britannique (DFID), CRS en tant que chef de file d'un consortium, avait soumis en novembre 2013 une note conceptuelle pour le projet SUR1M (Scaling Up Resilience for 1 Million people), un projet se proposant de couvrir 30 communes situées dans le bassin versant du fleuve Niger, en zone du Sahel. Treize de ces communes sont situées au Niger, dix au Burkina et 7 au Mali. La note ayant été approuvée en décembre 2013, CRS a lancé une enquête en mars 2014 pour recueillir les points de vue des bénéficiaires potentiels du projet et des leaders des communes ciblées.

Il s'agissait notamment de connaître :

- leurs niveaux de connaissance et leur attitude vis-à-vis du changement climatique et des risques et catastrophes,
- leurs besoins immédiats et leurs priorités en matière de développement économique et social,
- leurs réactions vis-à-vis de la stratégie et des activités envisagées par le projet SUR1M en vue de les prendre en compte dans la formulation finale du projet.

Les opinions des villageois (premiers bénéficiaires potentiels du projet) ont été recueillies à travers des entrevues semi-structurées en «focus groups» menées dans un échantillon de 54 villages (21 au Niger, 21 au Burkina et 14 au Mali) choisis au hasard faisant partie de 3 communes aussi choisies au hasard par pays. Les opinions des leaders des communes (maires, conseillers communaux, leaders des organisations de la société civile) ont aussi été recueillies, à travers un «focus group» par commune dans chacune des 30 communes ciblées.

Les interviews se sont déroulées dans les communes suivantes :

Au Niger : Simiri dans le département de Ouallam ainsi que Tillabéry et Diagourou dans les départements de Tillabéry et de Tera.

Au Burkina Faso : Boundoré dans la province de Yagha, Gorom-Gorom dans la province d'Oudalan et Bani dans la province de Séno.

Au Mali : Sonni Aliber dans le cercle de Gao ainsi que Bara et Ansongo dans le cercle d'Ansongo.

## MÉTHODOLOGIE

Les deux enquêtes se sont déroulées sous forme d'interviews semi-structurées en « focus groups », en utilisant un guide d'entretien qui passait en revue tous les grands thèmes du programme BRACED et des activités envisagées dans SUR1M.

En ce qui concerne les villageois, les groupes étaient constitués comme suit : 1) les hommes seuls; 2) les femmes seules, et 3) des groupes mixtes de jeunes sans distinction de sexe mais dont l'âge était de 28 ans maximum. La non-distinction de sexe dans ce dernier groupe était justifiée par le fait que, parmi les plus jeunes, les femmes s'expriment plus ouvertement devant les hommes. En plus d'exploiter les informations qualitatives des entrevues avec les villageois, les résultats de ces interviews ont été saisis dans un fichier Excel pour permettre d'avoir une idée un peu plus quantitative de certains paramètres recherchés à travers les entrevues.

Les interviews des leaders ont eu lieu aux chefs-lieux des communes. Ces « focus groups », un par commune, n'étaient pas divisés par genre ou par âge, étant donné que les femmes leaders n'ont en général pas peur d'exprimer leur opinion en présence des hommes. Cette hypothèse s'est avérée correcte dans la grande majorité des cas.

# 1ÈRE PARTIE : RAPPORT DE CONSULTATION DES VILLAGEOIS

## ATOUTS ET DIFFICULTÉS

### Niger

**Les atouts cités par les villageois au Niger étaient surtout les suivants :**

1. Disponibilité des terres cultivables,
2. Opportunités de pratiquer l'élevage,
3. Maraîchage du fait que beaucoup de zones possèdent des mares (aménagées ou non) ou sont à proximité du fleuve Niger.

**Les difficultés rencontrées sont en majorité les suivantes :**

1. Faibles récoltes en raison de l'insuffisance ou de la mauvaise répartition pluviométrique dans l'espace et le temps,
2. Pauvreté des sols liée aux dégradations de l'écosystème,
3. Indisponibilité d'intrants agricoles en particulier des semences de variétés adaptées aux changements climatiques.

Les principales remarques des participants aux discussions ont porté sur le nécessaire renforcement des capacités concernant l'utilisation des semences améliorées et surtout sur la disponibilité de ces semences en quantité et en qualité suffisantes via les banques d'intrants agricoles au niveau communautaire.

### Burkina faso

Le tableau ci-dessous résume les opinions des villageois consultés en ce qui concerne les atouts et difficultés de leurs villages.

**Tableau 1 : Atouts et difficultés ressentis au Burkina Faso**

ATOUTS	DIFFICULTÉS	PROPOSITIONS DE SOLUTIONS
Bonne connaissance du phénomène de changement climatique qui se manifeste selon eux, par la disparition du couvert végétal, la baisse de la pluviométrie et de la fertilité des sols. L'installation et la fin de manière inhabituelle, de la saison des pluies. L'apparition de nouvelles maladies chez les animaux, les inondations soudaines et le ruissellement de plus en plus fort	Manque de partenaires spécialisés dans la problématique	Renforcement des capacités des bénéficiaires et renforcement des mesures de résilience et d'adaptation
Existence de jeunes organisés en associations	Manque d'appui financier pour mieux produire	Appui à l'accès aux structures de microfinance et aux formations
Existence d'organisations de femmes dynamiques	Difficultés d'accès à la microfinance	Faciliter l'accès à la microfinance notamment le SILC
Existence de marchés locaux importants	Inaccessibilité surtout en saison des pluies	Appuyer les initiatives privées pour vendre les produits vétérinaires et intrants agricoles en tout temps

## Mali

Pour plus de trois groupes sur quatre, le principal atout des villages passés en revue est la disponibilité des terres arables (78 %). L'élevage est considéré comme le deuxième atout (42 %). La pêche, de par le fleuve Niger, est signalée dans les mêmes proportions (44 %) comme étant le troisième atout.

Plusieurs contraintes ont été soulignées par les groupes interrogés. Les trois contraintes majeures sont le déficit pluviométrique considéré comme première contrainte par 44 %. L'insuffisance d'équipement et d'infrastructures et la dégradation des pâturages constituent, pour 31 % et 39 % des groupes, respectivement la deuxième et la troisième contrainte.

## CULTURES VIVRIÈRES

### Niger

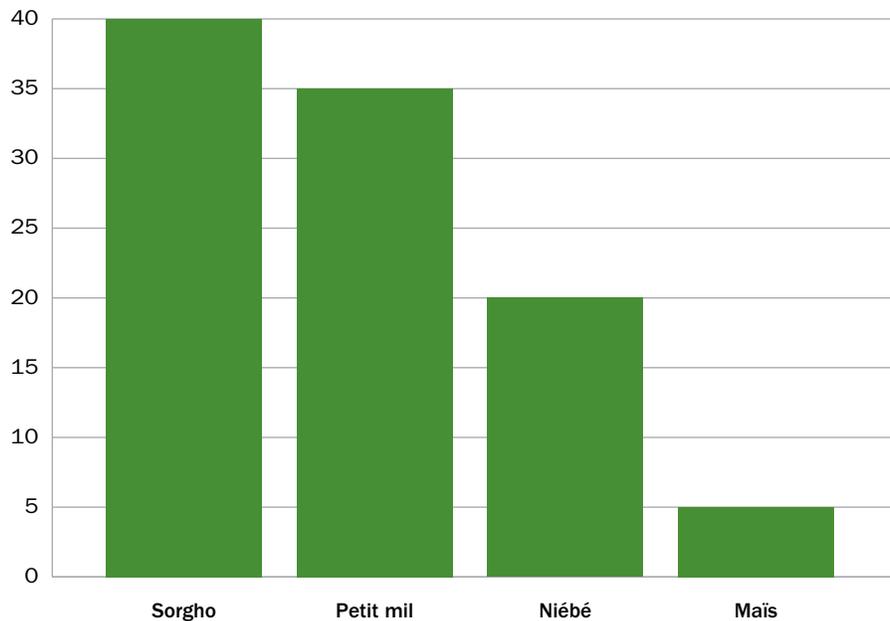
Dans la zone d'intervention retenue au Mali pour le projet, la culture du mil vient en tête des autres cultures vivrières pour 38 % des « focus groups ». Viennent ensuite les cultures du sorgho et du niébé pour respectivement 34 % et 28 %.

En 2012, une année considérée comme normale, la production vivrière par ménage était en moyenne de 15 sacs (1 sac =100 kg) de mil, 6 sacs de sorgho et de 5 sacs de niébé. Plus de 90 % de cette production était autoconsommée. Cependant, une petite proportion de ces productions était destinée à la vente respectivement à hauteur de 8 % pour le mil, et de 4 % pour le sorgho et le niébé.

Les principaux problèmes rencontrés dans les cultures vivrières sont, selon les villageois interviewés, le manque d'engrais et de pesticides pour faire face aux attaques des ennemis des cultures (déprédateurs tels que oiseaux, insectes, rongeurs, ...).

## Burkina Faso

**Figure 1: Importance relative des emblavures de cultures vivrières au Burkina Faso**



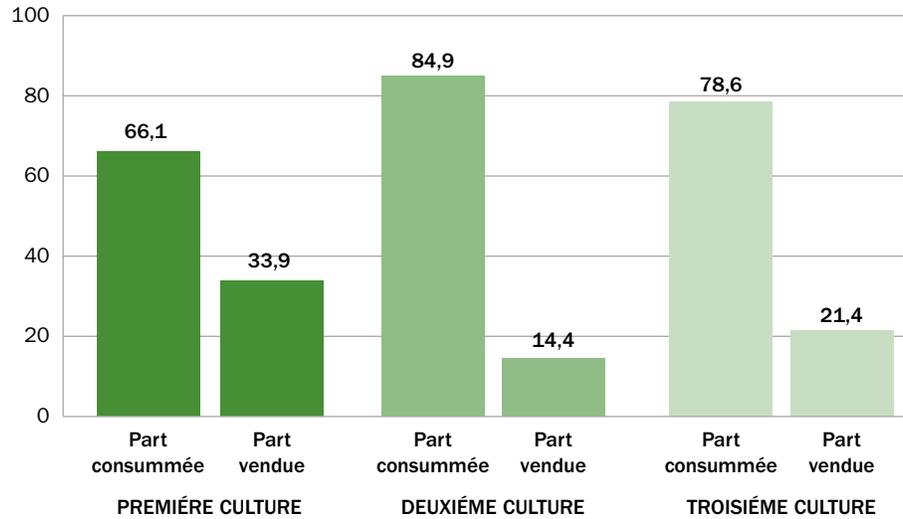
Les cultures vivrières les plus pratiquées dans les villages visités sont le sorgho (couvre environ 70 % des superficies), le petit mil (35 %), le niébé (20 %), aussi considéré comme culture de rente, et le maïs (5 %). À noter, les superficies totales dépassent les 100 % en raison de l'association des cultures. La plus grande quantité de production vivrière est autoconsommée, la part réservée à la vente oscillant de zéro à environ 30 % selon les années.

Les contraintes les plus importantes rencontrées dans la production végétale sont le manque d'eau, les maladies des cultures et la faible

fertilité des sols.

## Mali

**Figure 2: Destination des trois principales cultures (en %) au Mali**



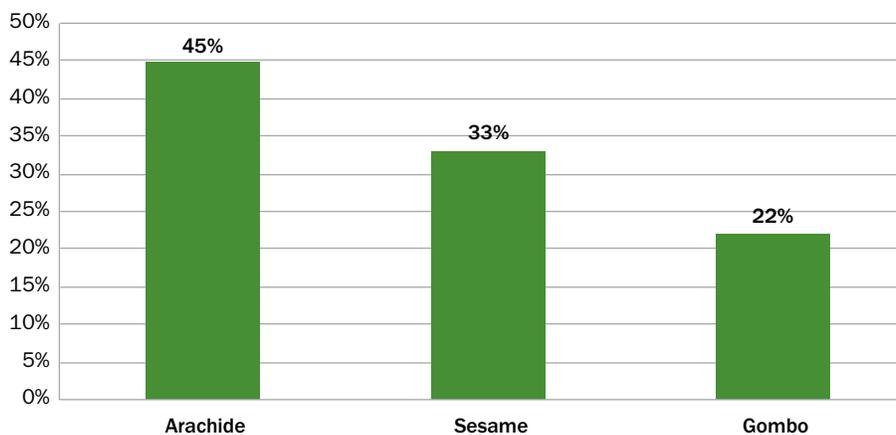
Les cultures vivrières sont le riz, le sorgho et le mil. L'enquête révèle que, pour 86 % des groupes, le riz occupe la plus grande surface cultivée. Il est suivi par le sorgho et le haricot, cités comme deuxième et troisième culture, respectivement par 47 % et 36 % des groupes.

Les productions céréalières sont destinées à la consommation et à la vente, dans des proportions variables selon la culture et le village. La figure 2I donne la moyenne en pourcentage des différentes destinations des cultures selon les déclarations des groupes interviewés.

## CULTURES DE RENTE

### Niger

Figure 3 : Principales cultures de rente



L'arachide est la culture de rente pratiquée par le plus grand nombre de ménages, suivie par le sésame et le gombo (Figure 3).

Comme pour les cultures vivrières, le problème majeur des cultures de rente est lié au manque d'intrants (surtout les engrais et les pesticides pour faire face aux attaques de chenilles, oiseaux, rats, etc. Les « focus groups » ont affirmé à plus de 90 % ne pas avoir accès aux semences améliorées adaptées aux conditions agro-écologiques du milieu et aux changements climatiques (arrêt précoce des pluies, épisodes de sécheresse, inondations).

### Burkina Faso

Tableau 2 : Importance des cultures de rente au Burkina Faso

CULTURE	IMPORTANCE (%)
Niébé	73
Maraîchage	20
Sésame	5
Bissap biologique	2

Les cultures de rente varient d'une commune à l'autre, mais les plus importantes sont le niébé et les cultures maraîchères (cf. Tableau 2).

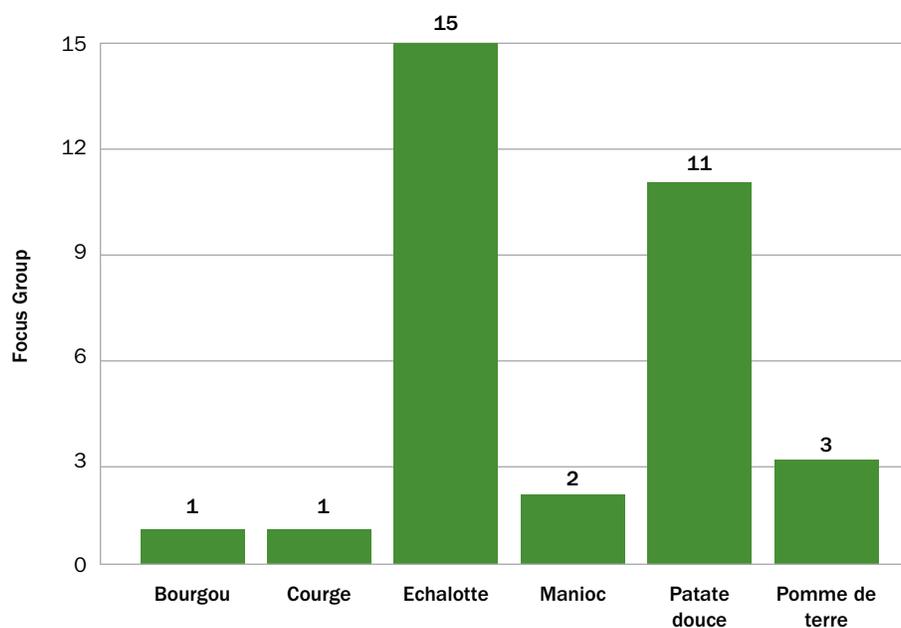
Les sols légers sont aptes aux cultures comme le sésame et le bissap qui se vendent bien et qui demandent peu d'investissements.

## Mali

Les principales cultures de rente citées en première intention par les groupes interrogés sont : l'échalote pour 15 des 33 répondants soit 46 %, suivie par la patate douce (33 %), la pomme de terre (9 %), le manioc (6 %), la courge et le bourgou.

De manière générale, les rendements des cultures sont faibles. Selon les données du service local de l'agriculture relatives à la campagne agricole de 2013-2014 dans les trois communes cibles du cercle de Gao, sur les 12 000 ha de rizières en submersion libre, seulement 1585 ha ont pu être récoltés. Ce qui correspond à 13 % de la superficie cultivée. Les pertes se situent entre 85 et 90 %. Pour la même campagne, 100 % de pertes ont été enregistrées pour le mil.

**Figure 4 : Principales cultures de rente au Mali**



Les principaux facteurs qui concourent à cette situation sont, selon les groupes interrogés, le déficit pluviométrique, les déprédateurs (criquets, oiseaux granivores), les inondations, l'insuffisance d'équipement et d'infrastructures agricoles et le faible accès aux intrants agricoles. En

effet, 97 % des groupes interviewés ont affirmé ne pas avoir accès aux semences améliorées, ni aux engrais et pesticides.

## CULTURES MARAÎCHÈRES

### Niger

Les principales cultures (78 %) sont dominées par la laitue ou salade (38 %), le chou (29 %), la patate douce (21 %) et la tomate (13 %). Cependant il y a des villages qui ne pratiquent pas de cultures maraîchères à cause du manque d'eau et des attaques des cultures qui découragent les producteurs.

### Burkina Faso

Les principales cultures maraîchères par ordre d'importance (en termes de superficies et de quantités produites) sont : l'oignon (40 %), le chou (30 %), la tomate (20 %), et l'oseille/laitue (10 %).

Il convient de noter que les cultures maraîchères se développent de plus en plus avec la construction des boulis maraîchers notamment avec l'appui d'ONG telles que l'OCADES. Les boulis sont destinés à capter et à stocker l'eau de ruissellement pour permettre l'arrosage des cultures en saison sèche.

### Mali

Selon l'enquête menée auprès d'eux, près de 92 % des villageois pratiquent les cultures maraîchères dans la zone du projet SUR1M au Mali. Les trois principales cultures maraîchères sont l'oignon/l'échalote (44 %), la patate douce (41 %) et la tomate (19 %).

## BESOINS EN ÉQUIPEMENTS AGRICOLES

### Niger

Les 3 outils agricoles ou équipements qui, s'ils étaient disponibles, allègeraient le plus le travail agricole des **hommes** sont la charrette (57 % des réponses), la motopompe (15 %) et le tracteur (28 %).

Les 3 outils agricoles ou équipements qui, s'ils étaient disponibles, allègeraient le plus le travail agricole des **femmes** sont la daba (40 %), l'arrosoir (35 %) et la motopompe (25 %).

## Burkina Faso

Les 3 principaux besoins ressentis en équipements agricoles sont les tracteurs (usage communautaire), les charrues, les charrettes, les brouettes ainsi que les pics et les barres à mines pour les travaux de récupération des sols et de restauration ont été cités dans la partie « observations » réservée à autres équipements.

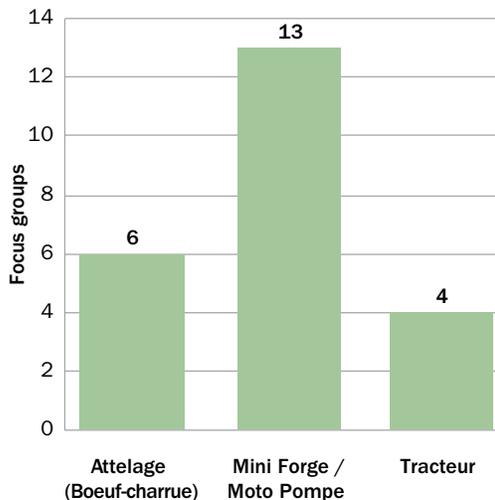
Pour les femmes : tracteurs, charrues, charrettes ;

Pour les hommes : tracteurs, charrues, charrettes et équipements de récupération des terres (brouettes, pelles, pics, barres à mines) ;

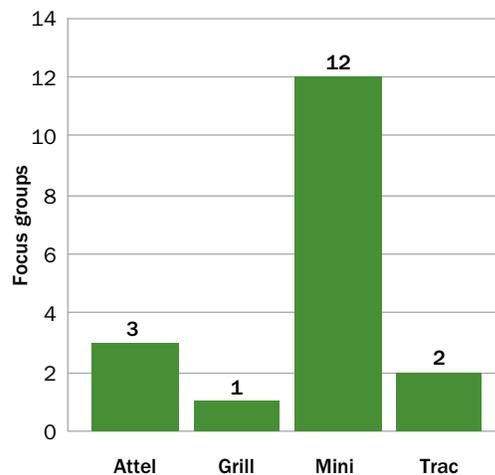
Pour les jeunes (filles et garçons) : tracteurs, charrues, charrettes et équipements de récupération des terres (brouettes, pics, barres à mines, pelles).

## Mali

**Figure 5 : Équipement ou outils cités comme premier choix pour les hommes au Mali**



**Figure 6 : Équipement ou outils cités comme premier choix pour les femmes au Mali**



L'outil/équipement agricole, cité par les hommes, et qui s'il était disponible, allègerait leurs travaux est le mini-forage/la motopompe. Il est cité par 41 % des groupes enquêtés. Le deuxième outil agricole souhaité, cité dans les mêmes proportions que le premier, est l'attelage complet (charrue plus bœuf de labour). Enfin, la pirogue est plébiscitée comme troisième outil par 33 % des personnes consultées.

Les préférences des femmes en matière d'outils ou d'équipements agricoles diffèrent peu de celles des hommes. Les mini-forages et la motopompe, le petit matériel (brouette, seaux, râteliers, arrosoirs, etc.) et la pirogue sont respectivement cités comme premier outil par 75 %, 33 % et 16 % des "focus groups" féminins. La figure xxx donne la distribution des trois outils les plus souhaités par les hommes et les femmes.

## ÉLEVAGE

Lorsqu'il est mentionné, l'élevage de la volaille est classé en tête par les familles qui le pratiquent.

**Tableau 3 : Importance relative des types d'élevage**

NIGER		BURKINA FASO		MALI	
Type	Importance (%)	Type	Importance (%)	Type	Importance (%)
Volaille	40	Ovins	37	Caprins	39
Caprins	27	Caprins	25	bovins	33
Ovins	22	bovins	20	ovins	17
Bovins	10	asins	10	Asins/équins	8
		Camelins	3	volaille	3

Au Niger, les ménages qui possèdent les ovins ont en moyenne 7 adultes, contre 10 pour les caprins, 4 pour les bovins et 5 pour la volaille.

Au Burkina Faso, dans le domaine de l'élevage, c'est l'embouche ovine qui vient en premier (55 % des activités génératrices de revenus dans le domaine de l'élevage), suivie de l'embouche bovine (20 %), caprine (15 %) et enfin de la volaille (5%). Les problèmes rencontrés le plus souvent sont liés à l'insuffisance de l'eau et des pâturages, le difficile accès aux aliments pour le bétail et les maladies du bétail (faible disponibilité des services et des produits vétérinaires).

Au Mali, cinq types d'élevage sont cités par ordre d'importance par les groupes interrogés : l'élevage caprin (39 %), bovin (33 %) ovin (17 %), asin/équidé (8 %) et l'aviculture (3 %). Les principaux problèmes soulignés sont l'accès limité aux aliments pour le bétail, la fréquence des épizooties et la dégradation des pâturages.

## **GROUPES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (SILC, MMD)**

### **Niger**

Il existe dans presque la moitié des villages des groupements de producteurs. Ces groupements sont souvent mis en place pour mieux collaborer avec des organisations comme HELP, Vision Mondiale, Plan Niger et Islamic Relief. Le nombre de membres par groupement s'élève en moyenne à 28.

Il n'existe pratiquement pas de SILC (Saving and Internal Lending Community<sup>1</sup>) ou de MMD (l'équivalent des SILC pour CARE International), mais tous les villages en souhaiteraient la création vu l'importance de ces types de groupements. Il n'y a pas non plus d'institutions de microfinance accordant du crédit dans les villages, sauf aux chefs-lieux des communes urbaines comme Tillabery et Tera. Aussi, dans les villages dans lesquels existent ces groupements, l'accès au crédit est facile. Les groupements SILC et MMD constituent un maillon essentiel à l'émergence des jeunes filles et des femmes. Ces groupements se sont regroupés en unions ou réseaux pour étendre leur expérience et savoir-faire à d'autres communautés.

Vu l'intérêt pressenti des groupements SILC et MMD au niveau des communautés, celles-ci les préféreraient aux institutions de microfinance opérant dans leur milieu.

### **Burkina Faso**

Les villageois ne connaissent pas les SILC mais après la description de celles-ci, ils souhaiteraient aussi les voir se développer dans la zone du projet parce que les autres institutions de microfinance ne sont pas représentées au niveau du village.

### **Mali**

Il n'existe pas d'institutions de microfinance dans les villages passés en revue, ni de groupement de communauté d'épargne et de crédit interne du genre SILC. La principale raison qui explique l'absence de SILC est, selon les femmes interrogées, la méconnaissance du procédé.

Toutefois, on note l'existence de système de cotisation (tontine) au sein des associations de femmes comme des hommes. Les

---

1 NDE : Communauté d'épargne et de prêt/ crédit interne

cotisations sont hebdomadaires ou mensuelles et le montant de la cotisation est le même pour tous les membres de l'association. En retour, un membre de l'association peut bénéficier d'un crédit auprès de l'association. Pour leur accès au crédit, les femmes manifestent beaucoup d'intérêt pour les SILC. Pour elles, la SILC répond mieux à leurs réalités socioculturelles et à leurs conditions de vie.

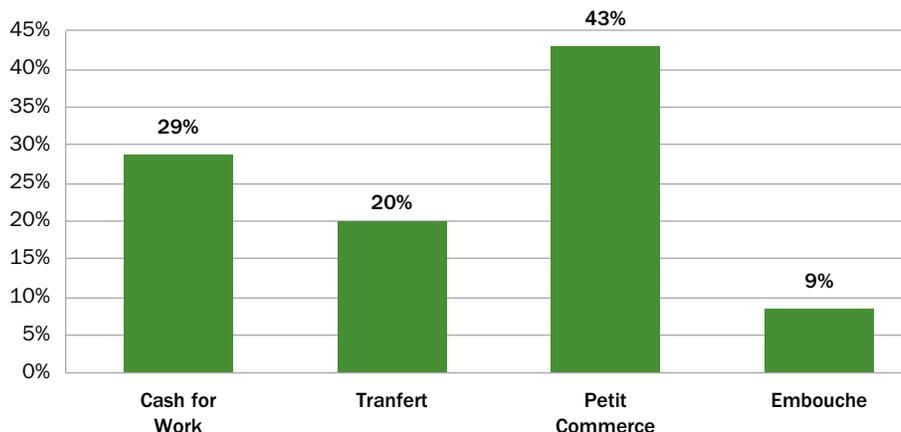
## AUTRES SOURCES DE REVENUS MONÉTAIRES

### Niger

La figure 7 montre que l'activité «petit commerce» est la plus importante en impliquant le plus de personnes ou de ménages (43 %). Viennent ensuite le « cash-for-work », les transferts de migrants et l'embouche bovine avec des taux de 29 %, 20 % et 9 % respectivement.

En ce concerne les activités ou sources de revenus selon leur importance par rapport aux bénéfices qu'en tirent les ménages impliqués, c'est toujours le petit commerce qui vient en tête avec un taux de 63 %. Ensuite viennent l'embouche avec un taux de 31 % et la culture maraîchère avec un taux de 7 %.

**Figure 7: Autres sources de revenus au Niger**



Il a été demandé aux participants d'émettre des observations ou commentaires au sujet des infrastructures communautaires. Il s'est avéré que les commentaires se sont révélés être des demandes en divers appuis : en subsides ou crédit, en apport d'aliments pour le bétail et en vaccins/soins vétérinaires.

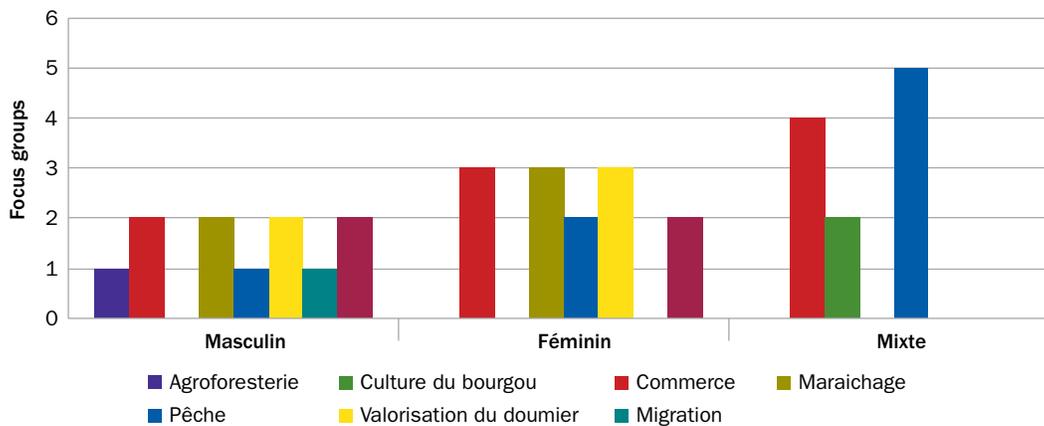
## Burkina Faso

Les principales activités génératrices de revenus dans les villages participant à l'enquête sont le plus souvent liées à l'élevage et à l'agriculture, d'autres activités telles que l'orpillage sont encore faibles mais se développent vite.

## Mali

Dans tous les villages, les hommes et les femmes s'adonnent à plusieurs autres activités pour se procurer des revenus. L'artisanat à travers la valorisation du doum, le commerce et le maraîchage cités respectivement comme première, deuxième et troisième source de revenus monétaires selon le nombre de personnes ou de ménages impliqués. Par contre, les femmes citent le maraîchage comme première source de revenus monétaires, suivi par la vente de bétail et la valorisation du doum.

Figure 8 : Autres sources de revenus au Mali selon les types de "focus groups"



L'activité citée comme principale source de revenus monétaires selon le nombre de personnes ou de ménages impliqués n'est pas toujours celle qui rapporte le plus de bénéfices.

La figure 8 donne les sources de revenus monétaires selon les bénéfices par catégorie. Ainsi, pour les hommes, les trois sources de revenus monétaires les plus bénéfiques sont l'artisanat, le maraîchage et le commerce. Ces activités sont, en plus de la vente des produits de la pêche, les plus rentables pour les femmes.

## **PROBLÉMATIQUE DES MIGRATIONS**

### **Niger**

La migration est une pratique courante au Niger, touchant essentiellement les bras valides.

Leurs principales destinations sont les grandes villes surtout Niamey et Maradi. Ils exercent des métiers variés y compris ceux de petits vendeurs ambulants autour des marchés urbains.

Ces dernières années, on assiste à une migration de jeunes filles vers les grandes villes qui se font embaucher comme domestiques. Ce phénomène est surtout observé dans le département de Ouallam.

D'autres destinations pour les Nigériens sont les pays de la CEDEAO, surtout la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana et le Nigeria.

### **Burkina Faso**

Les migrations concernent surtout les jeunes et les destinations de préférence sont les grandes villes (Dori, Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et autres) où ils deviennent essentiellement des bouchers ou des bouviers pour les grands propriétaires d'animaux. Vers l'extérieur c'est la Côte d'Ivoire pour les mêmes activités. Très souvent sans-papiers (carte d'identité, passeports) car ils sont dépouillés par les agents de sécurité lorsqu'ils passent en territoire étranger.

Toutefois il existe des migrations saisonnières transhumantes. Dans ce cas, il s'agit d'un mouvement avec les troupeaux à la recherche de pâturages, vers l'Est du Burkina Faso ou vers le Togo. Dans ce cas, les conflits entre immigrés et autochtones pour le contrôle du pâturage, aboutissent à des morts ou à des blessures graves. Dès que le pâturage se reconstitue dans leurs villages d'origine et que l'eau d'abreuvement est disponible, les jeunes reviennent avec les animaux.

### **Mali**

La migration est citée comme source de revenus monétaires par 3 % des groupes interrogés. Elle concerne surtout les jeunes hommes et elle est d'abord interne. Les déplacements se font surtout vers Gao et certaines grandes villes du Sud (Sévaré, Ségou et Bamako) où les jeunes migrants s'adonnent à certaines activités comme la restauration (vente de café), la cordonnerie. En ce qui concerne la migration internationale, les pays de destination sont surtout le Niger et le Ghana.

## INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

### Niger

Les infrastructures communautaires qui ont été mentionnées par les participants aux “focus groups” comme présentant le plus grand intérêt pour les villages et les villages environnants sont les suivantes : terres cultivables, centres de santé, écoles, mares aménagées/puits, espaces et aires de pâturages.

Les commentaires relatifs à cette question ont aussi été des demandes. Les participants souhaiteraient voir le projet leur fournir des produits pharmaceutiques, transformer les cases de santé en CSI, renforcer les capacités des infrastructures hydrauliques (mini-AEP, puits cimentés, mares aménagées,...), fournir des grillages pour clôturer les jardins, et apporter des intrants agricoles.

### Burkina Faso

Les infrastructures dont la gestion est très souvent commune avec les villages voisins sont essentiellement, les barrages, les lacs, les marchés, les forages, les écoles et les dispensaires. Les zones de pâturage et les parcs de vaccination. Des conflits naissent souvent de cette gestion commune. Certaines de ces infrastructures sont surexploitées ou mal entretenues et l'aide des projets est sollicitée pour la réhabilitation ou la construction de nouvelles.

### Mali

Les infrastructures existantes dans les villages qui ont été soumis à l'enquête sont les salles de classes, les centres de santé, les infrastructures hydrauliques (forage équipé de pompe, puits modernes), les marchés et les Périmètres Irrigués Villageois (PIV). Par rapport aux infrastructures, le village d'Ansongo se détache des autres villages compte-tenu de son statut de chef-lieu du cercle. On y trouve plusieurs infrastructures administratives, un lycée, une autogare et un centre de santé de référence.

## DÉPENSES DES MÉNAGES

### Niger

Le mil est l'aliment le plus acheté car environ 40 % des ménages l'achèteraient sur les marchés locaux. Les autres aliments les plus

achetés sont le maïs, le sorgho et le riz, à raison d'environ 30 %, 20 % et 10 % des ménages respectivement. Ces quatre aliments représenteraient environ 85 % des dépenses totales des ménages.

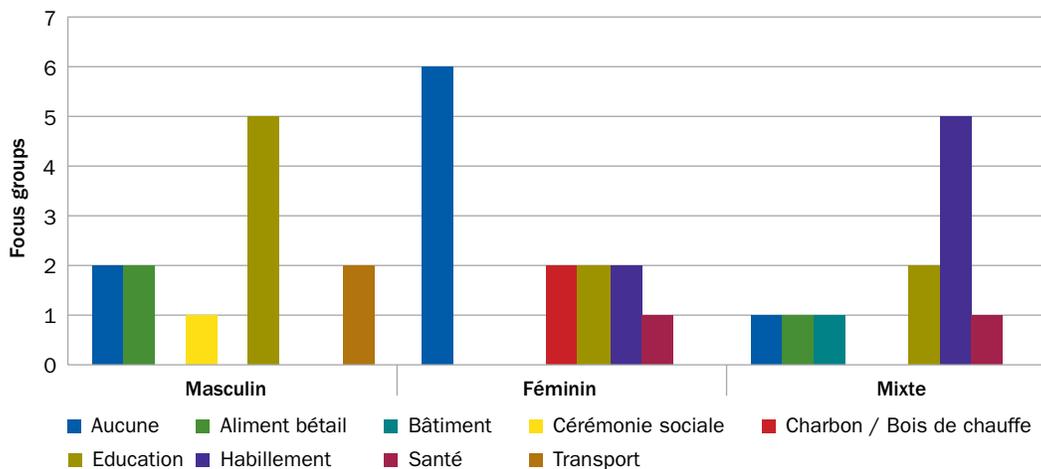
Les principales dépenses non-alimentaires des ménages sont les suivantes: santé, habillement et cérémonies (mariages, baptêmes et autres fêtes religieuses). Ces trois catégories de dépenses représenteraient environ 15 % des dépenses totales des ménages.

### Burkina Faso

Les achats de denrées alimentaires sont fréquemment orientés vers le sorgho, le petit mil, le riz et le maïs par ordre décroissant. Pour les dépenses non-alimentaires, les revenus sont utilisés pour la santé, la scolarisation et l'habillement. Viennent ensuite les événements sociaux comme les mariages, les baptêmes, les décès, etc.

### Mali

**Figure 9 : Principales dépenses monétaires des ménages dans la zone ciblée au Mali selon les types de "focus groups"**



La première dépense alimentaire est le riz, et ce quel que soit le groupe, viennent ensuite, par ordre d'importance, les condiments, le mil, le maïs et le haricot.

Les frais sanitaires constituent la première dépense non-alimentaire pour tous les groupes. La deuxième dépense est l'habillement aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Quelques variantes existent au niveau de la troisième dépense non-alimentaire. Les

hommes citent l'éducation, alors que les femmes, en plus de l'éducation, citent le charbon/bois de chauffe.

## **RESSOURCES NATURELLES/CHANGEMENT CLIMATIQUE**

### **Niger**

Les grands changements que la population a remarqués dans son environnement en rapport avec le climat sont les suivants: la disparition des animaux sauvages et de certaines plantes qui étaient utilisées avant comme aliments ou comme médicaments ; une pluviométrie très variable dans le temps et dans l'espace ; la hausse des températures ; la formation des glacis ; les vents violents avant chaque tombée de pluie ; les attaques fréquentes de sauterelles et de chenilles ; l'apparition de plantes non appréciées par les animaux et l'assèchement des mares. Les principales causes en sont, selon les participants, le manque de pluies et le réchauffement planétaire, un phénomène mondial.

Les « focus groups » ont suggéré au projet de les aider à réduire les impacts des changements climatiques par : la dissémination de nouvelles techniques de production de cultures, par l'adoption de nouvelles stratégies pour lutter contre ces phénomènes, par l'appui en semences améliorées, par la mise en place d'un dispositif de lutte contre l'érosion des sols et contre la coupe abusive des arbres, par la plantation des arbres ainsi que par la construction de diguettes pour lutter contre l'ensablement des mares et du fleuve.

Selon les villageois interrogés, des espèces d'arbres sont en voie de disparition notamment le gao, le balanite et la gomme arabique. Concernant la Régénération Naturelle Assistée (RNA), plus de 90 % des groupes interrogés la connaissent et disent même la pratiquer. Les avantages liés à cette pratique sont les suivants : protection des terres cultivables, production de bois de chauffe (avantage surtout cité par les femmes), apport de pluies. Elle est pratiquée en comptant un écartement de 5 à 10 pas entre les arbres lors du défrichage des champs.

### **Burkina Faso**

Les phénomènes observés et qui sont attribués aux changements climatiques relevés en «focus groups» sont : l'irrégularité des pluies ;

l'importance du ruissellement des eaux de pluies qui entraînent la couche fertile des terres dégradée et la baisse de leur fertilité ; la dégradation du couvert végétal, du pâturage herbacé et des eaux de surface ; la récurrence des inondations et de la sécheresse.

Dans les « focus groups », les participants ont reconnu que tous ces changements sont liés à la croissance démographique conjuguée avec des pratiques qui ont entraîné une surexploitation des ressources naturelles (déforestation, surpâturage, pollutions diverses). Les conséquences sont le ruissellement qui entraîne l'ensablement des cours d'eau. Les sols s'étant cuirassés, l'infiltration des eaux de pluie est faible ce qui provoque des inondations en cas de forte pluie, la disparition de plantes autrefois utilisées en pharmacopée ou dans l'alimentation humaine et animale. Pour atténuer ces problèmes, les participants ont proposé des solutions en rapport avec l'hydraulique agricole et pastorale, la récupération de terres dégradées, le reboisement et la Régénération Naturelle Assistée, et des appuis en équipements tels que les parcs de vaccination.

## **Mali**

Le premier changement constaté est le changement pluviométrique. Les deuxième et troisième changements constatés par les groupes interviewés varient selon les villages. Les plus cités sont les inondations, les vents violents (mur de sable) et l'ensablement des mares.

Les principales causes, du point de vue des répondants, sont d'ordre divin (malédiction) et anthropiques (déboisement, insuffisance d'ouvrages agricoles), 97 % des groupes soulignent en effet une réduction des arbres autour de leur village.

La disparition des arbres affecte les populations aussi bien sur le plan alimentaire que médicinal (qu'en matière de santé?)

Pour renforcer leur résilience aux changements ci-dessus, les groupes ont cité plusieurs types d'appui notamment dans les domaines du reboisement, du surcreusement des mares, de l'aide alimentaire, de l'agroforesterie, de la bourgouculture et de la fixation des dunes.

### **Protection des terres contre l'érosion**

Seulement un tiers des groupes interrogés a affirmé protéger ses terres contre l'érosion. Les principales techniques utilisées sont les

cordons pierreux et les bandes enherbées, respectivement pratiquées par 92 % et 8 % des groupes ayant affirmé protéger leurs terres.

Les principales raisons de non- utilisation de techniques antiérosives sont l'insuffisance de moyens et le manque d'accompagnement.

### **Utilisation de foyers améliorés**

Les foyers améliorés sont très peu utilisés dans les villages passés en revue. Seulement 6 groupes sur les 36 interrogés affirment les utiliser (16 %). La non-disponibilité (35 %), le coût (32 %), la méconnaissance (26%) et le manque d'occasion (6 %) ont été soulignés comme les principales causes de non-utilisation des foyers améliorés.

### **Connaissance de la Régénération Naturelle Assistée (RNA)**

La RNA est connue par 5 groupes sur 36, mais elle n'est pas pratiquée à cause de la non-maitrise de la technique.

## **PRINCIPAUX RISQUES ET CATASTROPHES**

### **Niger**

Les risques et catastrophes les plus fréquents sont les suivants : manque de pluies, inondations et sécheresse. Ces derniers sont en train de changer considérablement le milieu à travers la disparition des arbres à valeur nutritive et la forte diminution des rendements des principales cultures vivrières et de rente. Les conséquences de ces risques/catastrophes sont la famine, la malnutrition, l'exode rural et les déplacements de villages entiers en cas de crises sévères.

La majorité des familles ont adopté ou développé des stratégies permettant de prévenir ces catastrophes en encourageant beaucoup de gens valides à rechercher le mieux-être et la diversification des cultures.

### **Burkina Faso**

Les catastrophes les plus fréquentes dans la région ces dernières années, sont les sécheresses et les inondations avec une fréquence d'environ 1/3 ans. Il y a aussi les épidémies (méningite) et les invasions acridiennes et aviaires qui sont de plus en plus rares. Pour faire face à ces catastrophes, les comportements adoptés sont décrits dans le tableau synoptique Les systèmes d'alerte sont fonctionnels à partir des Comités Départementaux de Secours

d'Urgence dans lesquels siègent des élus locaux. Le téléphone portable étant très répandu, la circulation de l'information est rendue facile. En cas de catastrophe, ce sont les jeunes qui paient le prix le plus fort, suivis par les femmes car ce sont eux qui développent des initiatives dans le sens de la résilience et la prise en charge des personnes âgées et des enfants. Soit ils vendent des animaux (s'ils en ont), soit ils migrent vers les villes ou les sites d'orpaillage pour pouvoir faire face.

## **Mali**

Les principaux risques et catastrophes signalés par les groupes dans les villages investigués sont les inondations, les sécheresses et les vents violents (mur de sable).

## **STRATÉGIES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

### **Niger**

Ceux qui souffrent le plus des changements climatiques sont les vieillards, les enfants et les femmes. Ceux qui en souffrent le moins sont ceux qui peuvent aller en exode dans les grandes villes pour chercher à subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Les personnes disposant aussi de biens (animaux, stocks d'aliments, commerce) en souffrent moins.

Concernant la question de savoir si certaines personnes faisaient mieux face aux inondations/sècheresses qu'avant, les participants ont répondu que ce sont surtout les gens qui peuvent adopter facilement des stratégies pour faire face à ces calamités. Il s'agit notamment de ceux qui ne comptent pas seulement sur les activités agricoles mais pratiquent aussi des activités de substitution comme le petit commerce et le maraîchage.

### **Burkina Faso**

Les jeunes disent que ce sont eux qui souffrent le plus parce qu'obligés de travailler dur dans l'orpaillage, ou migrer à la recherche des moyens financiers qui leur permettent de s'occuper des femmes, des vieux et des enfants. Les stratégies d'adaptation sont celles qui sont conseillées par les services techniques de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement soit : La récupération des terres, des techniques de production adaptées, la reconstitution des pâturages, le reboisement, le désensablement des cours d'eau, l'accès à des intrants de qualité (agricoles comme vétérinaires) et les activités génératrices de revenus.

### **Mali**

Les populations arrivent à développer des stratégies pour mieux résister aux risques et aux catastrophes. Toutefois, les populations déclarent être totalement impuissantes face à certains risques et catastrophes, notamment : les oiseaux et criquets, la famine, le conflit armé, l'érosion des terres, la foudre.

Les principales stratégies citées sont : la consolidation des digues et des berges, la plantation d'arbres autour du village et la fixation des dunes. Ces stratégies sont le plus souvent inefficaces à cause des faibles moyens déployés.

**Tableau 4 : Adoption de stratégies d'adaptation au premier risque signalé**

RISQUES	CONSOLIDATION DES DIGUES	FIXATION DES DUNES	PLANTATION D'ARBRES AUTOUR DU VILLAGE	TOTAL
Forte chaleur	0	0	0	0
Inondations	7	0	0	7
Sécheresse	0	2	2	4
Vents forts (mur de sable)	0	0	1	1
<b>Total</b>	7	2	3	12

Pour une plus grande efficacité des stratégies, différentes aides sont sollicitées par les groupes participants à l'enquête (cf. Tableau 4).

## **FONCTIONNEMENT DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE AU NIVEAU LOCAL**

### **Niger**

Les communautés visitées ignorent l'existence des Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse d'Urgence (SCAP/RU). Elles ne savent pas comment fonctionnent ces systèmes dans leur village ou dans un village proche par lesquels un délégué de leur village pourrait faire remonter des informations.

Par contre, les téléphones existent dans les villages visités surtout ceux de l'opérateur téléphonique «AIRTEL Niger». La majorité des utilisateurs ne font que répondre et appeler, car peu de gens sont capables d'écrire.

A noter : les hommes et les femmes, les garçons et les filles ou encore les personnes âgées et les jeunes, ne sont pas affectés de la même manière par les catastrophes. Ceux qui souffrent le plus sont les vieillards, les enfants et les femmes. Les hommes valides souffrent moins car ils peuvent partir en exode dans les grandes villes, et s'ils y parviennent, peuvent chercher de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Un projet pourrait aider à réduire les vulnérabilités ou les impacts négatifs auxquels font face les communautés en ciblant surtout dans son intervention les catégories les plus affectées (notamment les femmes et les jeunes filles). Il pourrait «aider ces vulnérables en créant des emplois et octroyer des crédits pour qu'ils fassent de

l'embouche ou du petit commerce.»

### **Burkina Faso**

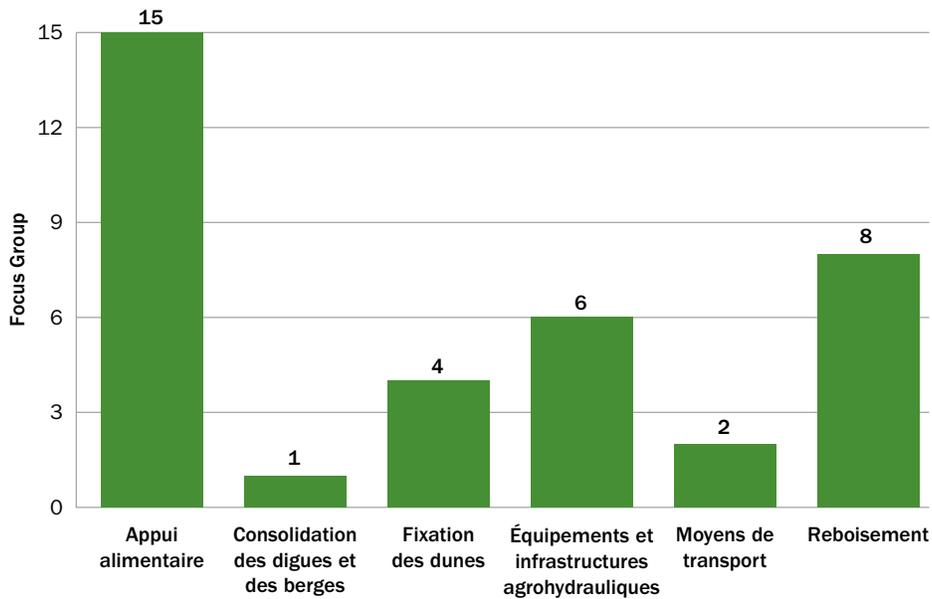
Les catastrophes les plus fréquentes dans la région ces dernières années sont les sècheresses et les inondations avec une fréquence d'environ une tous les trois ans. Il y a aussi les épidémies (méningite) et les invasions acridiennes et aviaires qui sont de plus en plus rares. Pour faire face à ces catastrophes des nouvelles techniques de production végétale et animale sont adoptées, en vue d'augmenter les productions alimentaires, l'agriculture de contresaison, ainsi que les Activités Génératrices de Revenus.

Par rapport au sexe et à l'âge (hommes, femmes, jeunes hommes, jeunes filles), les vieilles personnes, les femmes et les enfants constituent les catégories les plus affectées par les catastrophes. En effet, de l'avis des groupes interrogés, ces catégories d'âge et de sexe éprouvent le plus de difficultés à se déplacer en cas de catastrophe et ont le moins d'alternatives. S'ils en possèdent, les hommes vendent des animaux et migrent vers les villes ou les sites d'orpillage.

Les systèmes d'alerte sont fonctionnels à partir des Comités Départementaux de Secours d'Urgence dans lesquels siègent des élus locaux. Le téléphone portable étant très commun actuellement, la circulation de l'information est devenue plus aisée.

## Mali

Figure 10 : Support souhaité en matière de gestion des risques et catastrophes au Mali



Il n'existe pas de (SCAP/RU). Par conséquent, les groupes interrogés ne savent pas comment fonctionnent ces systèmes.

Il convient de noter l'existence d'un grand nombre de téléphones dans les villages visités (au moins un téléphone par ménage). Seulement 9 des 36 groupes rapportent que les détenteurs d'appareils téléphoniques savent lire et écrire un SMS.

On trouve les deux opérateurs de téléphonie mobile présents au Mali dans tous les villages soumis à l'enquête, à savoir Malitel et Orange. Cependant, les appareils ne sont pas utilisés dans un cadre de systèmes d'alerte précoce.

## ACCÈS AUX RESSOURCES ET PRISE DE DÉCISION DANS LA FAMILLE PAR LES FEMMES

### Niger

Les femmes accèdent à la terre grâce à leur mari. Elles sont peu consultées dans les prises de décisions relatives à la gestion de leur ménage.

Les droits de possession qu'elles ont sur d'autres biens économiques ou opportunités économiques (élevage, commerce, crédit ...) sont très faibles dans la mesure où elles ne peuvent en jouir que dans de rares cas (exemple : vente d'animaux pour acheter à leur(s) fille(s) des biens matériels et bijoux à l'occasion de leur mariage).

### **Burkina Faso**

Le chef de ménage est celui qui décide de l'utilisation des ressources du ménage (argent, animaux). Les femmes sont le plus souvent propriétaires des petits ruminants, mais selon elles, elles ne peuvent les vendre sans l'accord de leur mari, sauf si celui-ci est absent. Auquel cas, un compte-rendu lui est fait.

### **Mali**

Le premier mode d'accès de la femme à la terre est l'héritage selon les prescriptions coraniques (la moitié de la part de l'homme). Le cas échéant, elle devient propriétaire et jouit du droit de contrôle. Mais elle ne peut pas vendre la terre, car dans toutes les communes concernées, la terre, pour le moment, ne se vend pas. La femme peut également accéder aux terres de son conjoint ou appartenant à ses parents (pères, frères, oncles, etc.).

## **ACCÈS A LA TERRE EN-DEHORS DU CADRE FAMILIAL**

### **Niger**

Les 3 modes d'acquisition de terre non-familiale les plus fréquents sont l'achat, le gage et le prêt.

Les principaux décideurs au niveau local dans le processus d'attribution de la terre aux citoyens sont les acheteurs, les propriétaires et le chef du village. Les étapes de ce processus et leur durée sont les suivantes :

- achat: chef+ maire, durée 2 semaines ou un mois
- gage: chef du village ou maire, durée 10 jours ou plus
- prêt: chef du village ou maire, durée 10 jours ou plus

## Burkina Faso

Les trois modes d'acquisition des terres sont les suivantes :

- 1. Achat** (sauf dans la commune de Gorom-Gorom, où le caractère sacré de la terre empêche de la vendre)
- 2. Dons** : un ami propriétaire terrien peut donner gracieusement une portion de terre à un autre comme un beau-père peut aussi donner au gendre.
- 3. Prêt** : concerne surtout les migrants. C'est cette forme d'accès qui cause le plus de problèmes, lorsque l'emprunteur décède sans dire que la terre qu'il exploite n'a pas été achetée.

Les personnalités impliquées dans les transactions sont les suivantes: propriétaires terriens (dons, achat) propriétaires terriens et témoins en cas de vente, maires et propriétaires terriens pour les terres à usage communautaire.

A noter : seuls les terrains à usage d'habitation ont des documents de propriété. Toutes les autres formes d'accès sont informelles.

## Mali

En dehors du cadre familial, les trois modes d'accès à la terre sont l'attribution par le chef de village ou de la fraction, la location et le prêt.

Un groupement de femmes peut accéder à la terre par l'attribution verbale du conseil villageois. La terre une fois attribuée par le conseil du village peut être sécurisée par une lettre d'attribution délivrée par le maire sur simple demande.

Le principal décideur au niveau local dans le processus d'accession des femmes à la terre est le chef de village. Un groupement de femmes peut accéder à la terre par attribution verbale du conseil du village. La terre une fois attribuée par le conseil villageois peut être sécurisée par une lettre d'attribution délivrée par le maire sur simple demande.

Le temps d'attribution est indéterminé car il peut se faire immédiatement ou prendre plusieurs mois.

Les femmes ont un droit de contrôle sur les revenus qu'elles génèrent à partir de leurs activités génératrices de revenus. Toutefois, par respect, et selon ce qu'elles affirment, elles consultent toujours leur conjoint.

De manière générale, les femmes affirment être impliquées dans les décisions sur l'utilisation des revenus et avoirs de leur ménage et une grande majorité des femmes déclare avoir la capacité de prendre des décisions sur l'utilisation des revenus et des avoirs.

## **ACCÈS À L'ÉDUCATION**

### **Niger**

Les filles ont le même droit d'aller à l'école que les garçons mais leur maintien au secondaire cause énormément de problèmes puisque les collèges et les lycées ne se trouvent que dans les chefs-lieux des communes. Bien qu'elles aient le désir et la capacité de continuer leurs études, les filles abandonnent par manque de tuteurs et de cantines scolaires. L'accès à l'éducation ne change cependant pas en cas de catastrophes.

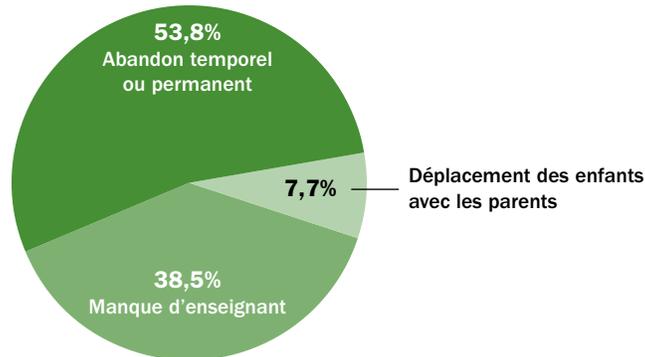
A noter, les villageois ont l'habitude de favoriser les garçons dans la prise de repas ceci peut avoir un impact négatif sur les filles et les femmes en cas de catastrophes.

### **Burkina Faso**

En principe, les filles et les garçons ont les mêmes droits en matière d'éducation, mais les réalités socioculturelles de la région du Sahel, ne favorisent pas le maintien de la jeune fille en classe. En effet, le Sahel est une région où le mariage précoce demeure un obstacle au maintien de la jeune fille dans le cursus scolaire du primaire à l'université. Ces obligations sont encore plus pesantes dans les villages et contraignent les filles en âge de scolarisation à rejoindre un foyer auquel elles sont destinées souvent dès leur naissance et à leur insu.

## Mali

**Figure 11 : Mode d'affectation de l'accès des filles à l'école en cas de catastrophe au Mali**



Les filles ont le même droit d'aller à l'école que les garçons et selon les groupes interviewés, les filles sont plus nombreuses que les garçons dans les classes du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement fondamental. La tendance change à partir de la 6<sup>ème</sup> à cause de la pratique du mariage précoce. Qui plus est, cet accès change en cas de catastrophe selon les déclarations des femmes interrogées. Lorsqu'une catastrophe survient, les premières conséquences en sont l'abandon temporel ou permanent de l'école, le déplacement des enfants avec leurs parents et le manque d'enseignants (cf. Figure 11)

## INDICATEURS DE BIEN-ÊTRE

### Niger

Les principales caractéristiques d'une personne indicatrices de bien-être sont, selon les participants aux « focus groups » dans les villages, la bonne santé, les beaux habits et le bonheur dans leur ménage. Ceux qui reflètent ces indicateurs de bien-être sont aussi des personnes écoutées dans la communauté.

Les projets individuels ou familiaux envisagés dans un horizon de 1 à 3 ans sont principalement les suivants :

- achat d'une charrette/ petit commerce
- culture de contresaison/embouche/petit commerce
- achat d'un moyen de transport
- achat de matériel agricole/de moulin

Les potentialités ou les ressources que les villageois interrogés possèdent ou comptent utiliser pour réaliser leurs projets sont la vente de bétail ou les fonds propres qu'ils ont ou comptent constituer.

À la question de savoir comment un projet pourrait les aider à réaliser leurs projets de façon durable, les villageois interviewés donnaient des réponses assez semblables rentrant dans les 3 catégories suivantes:

- renforcement des capacités,
- octroi de crédits ou des subsides,
- octroi de matériel.

### **Burkina Faso**

Le bien-être est perçu de manières différentes, selon que le groupe est jeune, vieux ou composé de femmes. Pour les hommes d'un certain âge, il s'agira de disposer de beaucoup d'animaux, de pouvoir envoyer les enfants à l'école et de pouvoir les soigner. Pour les jeunes, le bien-être c'est avoir une belle moto, de jolis vêtements et une bonne maison. Pour les femmes, c'est pouvoir manger et boire à sa faim et à sa soif, pouvoir se faire soigner convenablement et vivre dans un foyer.

Les membres des différentes catégories de population de la zone du projet ont tous des projets à moyen terme :

1. Les hommes âgés : récupération des terres, techniques de production adaptées, reconstitution de pâturage, reboisement, désensablement des cours d'eau, accès aux intrants de qualité (agricoles comme vétérinaires), éducation, santé.
2. Les femmes : activités génératrices de revenus en agriculture et élevage, accès au microcrédit, éducation, santé, maraîchage, hydraulique pastorale et villageoise, reboisement et récupération des terres.
3. Les jeunes : activités génératrices de revenus et accès à la microfinance, récupération des terres dégradées, hydraulique pastorale et villageoise, désenclavement, accès aux services d'encadrement en agriculture et pour l'élevage.

## Mali

Les villageois rencontrés dans les « focus groups » ont de grands projets dans un horizon de 1 à 3 ans. Ces projets, répertoriés dans le tableau 5, sont surtout l'agroforesterie et le maraîchage pour les hommes, les banques céréalières et l'artisanat pour les femmes, et enfin la culture du bourgou et le maraîchage pour les jeunes.

**Tableau 5 : Appuis souhaités de SUR1M dans la zone ciblée au Mali**

PREMIER PROJET ENVISAGÉ	ALIMENT BÉTAIL, VACCINATION, PUIITS PASTORAUX	ÉQUIPEMENT, JEUNES PLANTS	ÉQUIPEMENTS ET INTRANTS AGRICOLES	ÉTUDES TECHNIQUES	FONDS DE ROULEMENT	FONDS DE ROULEMENT ET ENCADREMENT	TOTAL
Agroforesterie	0	2	0	0	0	0	2
Banque de céréales	0	0	0	0	2	0	2
Commerce	0	0	0	0	7	0	7
Désenclavement du village	0	0	0	1	0	0	1
Embouche	0	0	0	0	1	3	4
Maraîchage	0	0	5	0	0	0	5
Reconstitution du cheptel	4	0	0	0	0	0	4
Riziculture	0	0	11	0	0	0	11
<b>Total</b>	4	2	16	1	10	3	36

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX SESSIONS D'ÉCOUTE DANS LES VILLAGES

Il ressort de ces « focus groups », que les bénéficiaires ont une très bonne connaissance du phénomène et ont dans une certaine mesure, adopté des méthodes d'adaptation et développé des initiatives dans le sens de la résilience (AGR). Cependant, beaucoup reste à faire, et surtout envers les jeunes, garants de l'avenir. Beaucoup de recommandations ont été formulées à leur endroit et nous souhaitons que cette tranche de la population soit considérée comme le levier de la mise en œuvre du projet. Cela sera possible si les réalités socioculturelles sont prises en compte pour ne pas engendrer des conflits intergénérationnels. Des études complémentaires s'avèrent nécessaires pour approfondir la question et définir les meilleures stratégies en vue de la mise en œuvre de SUR1M.

Pour les femmes, mettre un accent particulier sur leurs organisations, leur formation et faciliter l'accès à la microfinance notamment le SILC. Pour les jeunes filles travailler à leur maintien à l'école, en collaboration avec des ONG spécialisées dans la communication pour le développement.

Il ressort des discussions avec les communautaires des trois communes investiguées, que les activités programmées dans la note conceptuelle cadrent parfaitement avec leur vision de développement. De ce fait, les participants aux différentes sessions d'écoute manifestent beaucoup d'engouement à l'endroit du projet. Ils ont particulièrement salué l'approche du projet qui a consisté à aller vers eux pour s'imprégner de leurs problèmes et recueillir leurs aspirations et attentes. Pour garantir au projet toutes les chances de réussite, les participants ont fait les recommandations suivantes :

- Dans tous les villages interviewés, les populations ont souligné une grande disponibilité de ressources naturelles (terres de culture, fleuve, bétail). Toutefois, pour qu'elles puissent tirer pleinement profit de ces ressources, des investissements d'envergure, dont elles n'ont pas la capacité, sont souhaités. Il s'agit entre autres, des équipements, des infrastructures, des intrants agricoles, de la protection et de la régénération des ressources naturelles, de la gestion des risques et des catastrophes naturelles.
- L'accès au crédit est très limité à cause de l'absence d'institutions de microfinance et de l'absence de communauté de crédit du genre SILC. Il conviendrait de favoriser la création de groupements SILC car ceux-ci répondent mieux, selon l'avis des participants, aux réalités socioéconomiques. Ils permettraient en effet de renforcer le pouvoir économique des femmes, leur confiance en elles-mêmes, leur engagement politique et leur rôle d'agents du changement.
- Pour garantir la promotion sociale des femmes, des actions de sensibilisation à l'intention des hommes et aussi des femmes devraient être impérativement menées. Les thèmes abordés devraient porter sur la scolarisation des filles, le mariage précoce et la santé de la reproduction (planification familiale).

Il n'existe pas de SCAP-RU et les quelques brigades anti-feu mises en place (notamment dans la commune de Bourra) ne sont plus fonctionnelles. La mise en place des SCAP/RU permettrait aux communes d'élaborer de meilleurs plans de contingence. A cet effet, la téléphonie mobile constitue une piste intéressante à prospecter en raison de sa grande pénétration en milieu rural.

## 2ÈME PARTIE : PRINCIPAUX RÉSULTATS DES SESSIONS D'ÉCOUTE DES LEADERS

La session d'écoute des leaders s'est déroulée dans les 30 communes initialement retenues. Elle a surtout consisté en discussions semi-structurées dans un « focus group » incluant les maires, des conseillers communaux, des techniciens des différents ministères (agriculture, élevage, environnement, action sociale) œuvrant dans les communes ainsi que des dirigeants de la société civile. Les principaux objectifs poursuivis lors des entrevues de leaders étaient les suivants :

- Analyser les forces et les faiblesses/opportunités et menaces en rapport avec les changements climatiques et la politique de réduction des risques de catastrophes,
- évaluer le niveau de connaissance des leaders sur la problématique et sa prise en compte dans les priorités de développement de la commune,
- analyser ensemble, les Plans de Développement des Communes et les actions prévues en matière d'adaptation au phénomène,
- échanger sur les activités prévues dans le cadre de SUR1M et recueillir leurs avis en comparaison avec les priorités de la commune,
- échanger sur les modes d'accès à la terre en particulier, en ce qui concerne les femmes,
- identifier des projets et programmes en cours dans la commune et ceux qui interviennent dans le domaine de la nutrition.

### RÉSULTATS OBTENUS

Une comparaison exhaustive entre les communes ciblées pour les thèmes qui précèdent est résumée pour les différents thèmes discutés dans les tableaux synoptiques qui suivent.

## FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS, RISQUES/MENACES

### NIGER

Les principales forces, faiblesses, opportunités et risques des communes passées en revue sont résumés dans le tableau suivant :

COMMUNES	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES / RISQUES
<b>Toutes les communes</b>				Insécurité (conflit armé)
<b>Agriculture</b>	a. Disponibilité des terres cultivables	Manque de semences améliorées Déficit pluviométrique	Appui des ONG pour appuyer les efforts communautaires	Sècheresse
	b. Disponibilité de sites maraîchers	Manque d'outils d'exploitation	Les communautés sont disposées à travailler ces sites	Déprédateurs (oiseaux, criquets, rongeurs, coccinelles, ...)
<b>Élevage</b>	Disponibilité des espaces de pâturages	Invasion des ces espaces par les herbes et les plantes non appétibles par les animaux	La mise en valeur de ces espaces apporterait une grande opportunité pour l'élevage	Feux de brousse et conflits autour des espaces aménagés
<b>Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs	Coopératives paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Ensablement du fleuve et invasion du fleuve par des plantes destructrices
<b>Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence d'infrastructures sociales de base	Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Manque de renforcement des capacités pour les enseignants et agents de santé pour fournir une prestation de qualité

## BURKINA FASO

### Commune de Bani

SECTEURS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES / RISQUES
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence d'une ferme de production de semences améliorées	Irrégularité des pluies et non -disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG	Sécheresses fréquentes
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié, Bonne organisation du secteur	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Maladies animales et surtout de volaille
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Accessibilité</b>	Existence d'une voie d'accès goudronnée			

**Commune de Dori**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence d'une station régionale de recherche en agriculture, élevage et environnement Existence d'une grande mare	Irrégularité des pluies et non-disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG, Disponibilité de variétés améliorées	Sécheresses fréquentes
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié, Bonne organisation du secteur, Existence d'une grande mare	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Maladies animales et surtout de volaille
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important et d'un marché à bétail, Chef-lieu de province et de la région du Sahel	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Infrastructures routières</b>	Existence d'une voie d'accès goudronnée	Mauvais état des voies communales	Facilité d'écoulement des productions	Grandes pluies qui dégradent les infrastructures

**Commune de Gorom-Gorom**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence d'une mare intarissable	Irrégularité des pluies et non-disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG, Disponibilité de variétés améliorées	Sécheresses fréquentes, Ensablement des plans et cours d'eau
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié, Bonne organisation du secteur, Existence d'un grand marché de bétail	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Maladies animales et surtout de volaille, Ensablement des plans et cours d'eau
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Infrastructures routières</b>	Existence d'une voie d'accès non-goudronnée mais praticable	Commune et villages accessibles	Facilité d'écoulement des productions	Grandes pluies qui dégradent les infrastructures

**Commune de Falangoutou**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence d'un grand cours d'eau	Irrégularité des pluies et non disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG, Disponibilité de variétés améliorées	Sécheresses fréquentes
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié, Bonne organisation du secteur	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Pollution par produits chimiques de l'orpaillage, Ensablement des plans et cours d'eau
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important, Existence d'une grande mine d'or industrielle (ESSAKANE S.A)	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Infrastructures routières</b>	Existence d'une voie praticable en toute saison	Mauvais état des voies communales	Facilité d'écoulement des productions	Grandes pluies qui dégradent les infrastructures

**Commune de Sampelga**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence de cours d'eau importants	Irrégularité des pluies et non -disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG, Disponibilité de variétés améliorées	Sécheresses fréquentes, Ensamblage des plans et cours d'eau
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié Bonne organisation du secteur	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux,	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Maladies animales et surtout de volaille
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important Ville frontalière	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Infrastructures routières</b>	Existence d'une voie d'accès non-goudronnée mais praticable	Mauvais état des voies communales	Facilité d'écoulement des productions	Grandes pluies qui dégradent les infrastructures

**Commune de Boundoré**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence de cours d'eau	Irrégularité des pluies et non -disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG, Disponibilité de variétés améliorées	Sécheresses fréquentes, Ensablement des plans et cours d'eau
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié, Bonne organisation du secteur	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Maladies animales et surtout de volaille
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important, Ville frontalière	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Infrastructures routières</b>		Mauvais état des voies communales. Village malheureusement inaccessible même en saison sèche		Grandes pluies qui dégradent les infrastructures

**Commune de Sebba**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Existence de terres récupérables, Existence d'un grand barrage et de cours d'eau	Irrégularité des pluies et non-disponibilité des intrants agricoles et zootechniques	Disponibilité des services d'encadrement et d'ONG, Disponibilité de variétés améliorées	Sécheresses fréquentes, Ensablement des plans et cours d'eau
<b>2. Élevage</b>	Cheptel varié, Bonne organisation du secteur	Manque d'intrants et de médicaments de qualité, Insuffisance d'eau pour abreuver les animaux	Existence de partenaires et de projets d'appui, Existence d'un grand marché à bétail	Maladies animales et surtout de volaille
<b>3. Commerce</b>	Existence d'un marché important, Chef lieu de province	Faibles investissements du privé dans la distribution des intrants agricoles et vétérinaires	Faible collaboration avec les institutions financières et microfinancières. Capital gardé à la maison	Grand banditisme
<b>4. Activités génératrices de revenus</b>	Bonne connaissance des organisations de producteurs en techniques d'élevage d'embouche	Manque de financement pour développer le secteur	Existence du projet Azawak et d'amélioration de l'élevage traditionnel de volaille	Maladies et sécheresse
<b>5. Infrastructures routières</b>	Existence d'une voie d'accès goudronnée	Mauvais état des voies communales	Facilité d'écoulement des productions	Grandes pluies qui dégradent les infrastructures

## MALI

De manière générale, l'analyse par les leaders des FFOM a fait ressortir les faits suivants :

COMMUNES	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES/ RISQUES
<b>Toutes les communes (Bourra, Gabéro, Ouatagouna, Ansongo, Bara, Gounzourèye, Sonni Aliber)</b>	<p>Existence de la loi n°095- 34/AN-RM de 1995 qui confère à l'institution communale la responsabilité des opérations de conception et de mise en œuvre de la vision de développement.</p> <p>Préparation du PDSEC dans un processus multi-acteurs, consultations à la base, synthèse et validation au niveau communal, validation et approbation par la tutelle.</p> <p>Bonne participation des représentantes des femmes, des associations de jeunes.</p> <p>Ressources humaines disponibles : 1 maire qui est enseignant, un secrétaire général (de niveau BAC+4), 1 régisseur.</p> <p>Bonne perception des changements environnementaux et du lien avec les productions agricoles et animales.</p> <p>Prise en compte des changements climatiques par la programmation d'activités d'adaptation aux changements climatiques (restauration du couvert végétal, maîtrise de l'eau) et de gestion des risques (brigade anti-feu)</p>	<p>Manque de revue annuelle et de rapport de gestion et d'audit.</p> <p>PDSEC non-actualisé.</p> <p>Faible implication du secteur privé.</p> <p>Faible capacité de mobilisation des ressources financières à cause de la sous-estimation de la matière imposable et du manque de ressources humaines en gestion des projets.</p> <p>Faible capacité d'intervention.</p> <p>Faible niveau de recouvrement des recettes de la commune (avec un taux moyen variant entre 30 et 50 %).</p> <p>Depuis 2012, toutes les activités des mairies sont suspendues (aucun recouvrement, aucun acte d'état civil). Reprise timide des activités des mairies à partir de janvier 2014.</p>	<p>Présence de partenaires techniques et financiers</p>	<p>Insécurité (conflit armé)</p>

L'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces/risques a également été menée au Mali. La synthèse par commune des « focus groups » des leaders figure dans le tableau suivant :

**Commune d'Ansongo**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles, Faible niveau d'encadrement des paysans	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles), Insuffisance de la crue, Inondations, Décruce précoce
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel, Irrégularité dans le suivi vaccinal	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages Épizooties Insécurité (conflit armé)
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de la pêche	Exploitation anarchique Ensablement du fleuve
<b>4. Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence d'infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)
<b>5. Énergie (Electrification)</b>	Disponibilité de main-d'œuvre	Faible capacité d'intervention de la commune	AMADER (projet d'électrification rurale)	Insécurité (conflit armé)

**Commune de Bara**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles), Insuffisance de la crue, Inondations
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel, Irrégularité dans le suivi vaccinal	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages, Epizooties
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de la pêche	Exploitation anarchique, Ensablement du fleuve
<b>4. Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence de quelques infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)
<b>5. Environnement (protection des sols et de la végétation)</b>	Bonne perception des changements environnementaux et du lien avec les productions agricoles et animales	Faible capacité d'intervention de la commune	Les populations sont conscientes de l'existence des changements climatiques et de la nécessité de s'y adapter	Déficit pluviométrique, Inondations

**Commune de Bourra**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles), Insuffisance de la crue, Inondations
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel, Irrégularité dans le suivi vaccinal	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages, Épizooties
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Exploitation anarchique, Ensablement du fleuve
<b>4. Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence de quelques infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)
<b>5. Relance de l'économie locale</b>	Existence de foires hebdomadaires	Difficultés d'accès au crédit (absence d'IMF, de SILC)	Axe Gao – Niamey	Insécurité (conflit armé)

**Commune de Gabéro**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles), Insuffisance de la crue, Inondations
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel, Irrégularité dans le suivi vaccinal	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages, Epizooties
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de la pêche	Exploitation anarchique, Ensablement du fleuve
<b>4. Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence d'infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Sous-estimation de la matière imposable, Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)
<b>5. Relance de l'économie locale</b>	Existence de foires hebdomadaires	Difficultés d'accès au crédit (absence d'IMF, de SILC)	Axe Gao – Niamey	Insécurité (conflit armé)

**Commune de Gounzourèye**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles), Insuffisance de la crue, Inondations
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel, Irrégularité dans le suivi vaccinal, Absence de dépôt de pharmacie vétérinaire	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages, Epizooties
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de la pêche	Exploitation anarchique, Ensablement du fleuve
<b>4. Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence d'infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)
<b>5. Environnement (protection des sols et de la végétation)</b>	Bonne perception des changements environnementaux et du lien avec les productions agricoles et animales	Faible capacité d'intervention de la commune	Les populations sont conscientes de l'existence des changements climatiques et de la nécessité de s'y adapter	Déficit pluviométrique, Inondations

**Commune de Ouatagouna**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles), Insuffisance de la crue, Inondations
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel Irrégularité dans le suivi vaccinal	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages, Epizooties
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de la pêche	Exploitation anarchique, Ensablement du fleuve
<b>4. Environnement (protection des sols et de la végétation)</b>	Bonne perception des changements environnement et du lien avec les productions agricoles et animales	Faible capacité d'intervention de la commune	Les populations sont conscientes de l'existence des changements climatiques et de la nécessité de s'y adapter	Déficit pluviométrique, inondation
<b>5. Accès aux services sociaux de base.</b>	Existence d'infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)

**Commune de Sonni Aliber**

<b>SECTEURS</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>	<b>OPPORTUNITÉS</b>	<b>MENACES / RISQUES</b>
<b>1. Agriculture</b>	Disponibilité de terres de culture, Disponibilité d'eau (fleuve)	Insuffisance / manque d'ouvrages et d'équipements agricoles, Difficultés d'accès aux intrants agricoles	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'agriculture	Déficit pluviométrique, Déprédateurs (oiseaux criquets, rongeurs, coccinelles) Insuffisance de la crue, Inondations
<b>2. Élevage</b>	Cheptel disponible	Sous-estimation du cheptel, Irrégularité dans le suivi vaccinal	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Dégradation des pâturages, Epizooties
<b>3. Pêche</b>	Présence du fleuve	Sous-équipement des pêcheurs, Inorganisation des pêcheurs	Sociétés paysannes avec une grande pratique de l'élevage	Exploitation anarchique, Ensablement du fleuve
<b>4. Accès aux services sociaux de base (santé, éducation)</b>	Existence d'infrastructures sociales de base (salles de classe, CSCOM)	Sous-estimation de la matière imposable, Faible capacité d'intervention des communes, Insuffisance et sous-équipement des infrastructures sociales de base	Présence de partenaires techniques et financiers	Insécurité (conflit armé)
<b>5. Environnement (protection des sols et de la végétation)</b>	Bonne perception des changements environnementaux et du lien avec les productions agricoles et animales	Faible capacité d'intervention de la commune	Les populations sont conscientes de l'existence des changements climatiques et de la nécessité de s'y adapter	Déficit pluviométrique, Inondations

## PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT

### NIGER

COMMUNE	PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT	MISE À JOUR DU PDC
<b>Simiri</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement de l'agriculture,</li> <li>2. Développement de l'élevage,</li> <li>3. Accès à l'eau potable,</li> <li>4. Accès aux services sociaux de base (santé et éducation),</li> <li>5. Préservation de l'environnement</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2012 pour une période de 5 ans
<b>Oulla</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement de la sécurité alimentaire/agriculture,</li> <li>2. Préservation de l'environnement,</li> <li>3. Développement des infrastructures hydrauliques,</li> <li>4. Développement des infrastructures de santé/éducation,</li> <li>5. Développement des activités économiques à travers l'économie locale</li> </ol>	Le PDC existe mais non réactualisé, élaboration en mars 2014 un Plan d'Investissement Annuel (PIA) par la commune
<b>Tillabéry</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcement de l'agriculture/élevage/pêche à travers une gestion durable des Ressources Naturelles (RN),</li> <li>2. Renforcement de l'accès aux services sociaux de base de qualité: santé et éducation,</li> <li>3. Promotion de la femme, protection de l'enfant et le renforcement de la jeunesse à l'édification de la commune,</li> <li>4. Redynamisation du secteur privé,</li> <li>5. Renforcement de la bonne gouvernance locale</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2013 pour la période 2013-2017
<b>Sakoira</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurer une sécurité alimentaire et une gestion durable des RN,</li> <li>2. Améliorer la satisfaction en eau potable,</li> <li>3. Garantir les soins primaires des populations,</li> <li>4. Assurer une instruction pour tous à travers une scolarisation et une alphabétisation,</li> <li>5. Assurer un développement de l'économie locale</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2012 pour une période de 5 ans
<b>Dessau</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurer une bonne sécurité alimentaire par le développement agricole,</li> <li>2. Développement de l'élevage,</li> <li>3. Développement des services sociaux de base : santé et éducation,</li> <li>4. Développement des infrastructures hydrauliques pour faciliter l'accès à l'eau potable (EP),</li> <li>5. Développement du secteur économique localement (AGR)</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2013 pour une période de 5 ans (2013-2017)
<b>Anzou-rou</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement des infrastructures hydrauliques pour faciliter l'accès à l'EP,</li> <li>2. Assurer une bonne sécurité alimentaire par le développement agricole,</li> <li>3. Développement des services sociaux de base : santé et éducation,</li> <li>4. Développement du secteur économique localement (AGR),</li> <li>5. Développement des infrastructures routières</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2012 pour la période de 2012-2016

<b>Djagou-rou</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Promotion de la production agro-sylvo-pastorale et piscicole,</li> <li>2. Renforcement des services sociaux de base : santé, eau et éducation),</li> <li>3. Développement des activités économiques et de communication,</li> <li>4. Autonomisation des femmes et des jeunes,</li> <li>5. Promotion de la bonne gouvernance locale</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2012 pour la période de 2012-2016
<b>Tera</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Promotion de la production agro-sylvo-pastorale et piscicole,</li> <li>2. Renforcement des services sociaux de base : santé, eau et éducation),</li> <li>3. Développement des activités économiques et de communication,</li> <li>4. Autonomisation des femmes et des jeunes,</li> <li>5. Promotion de la bonne gouvernance locale</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2013 pour la période de 2013-2016
<b>Banki-laré</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement des infrastructures hydrauliques pour faciliter l'accès à l'EP</li> <li>2. Développement des services sociaux de base : santé et éducation,</li> <li>3. Assurer une bonne sécurité alimentaire par le développement agricole,</li> <li>4. Développement du secteur économique localement (AGR),</li> <li>5. Développement des infrastructures routières</li> </ol>	Le PDC Existe mais non réactualisé
<b>Gorouol</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement des services sociaux de base : santé et éducation,</li> <li>2. Développement de l'élevage,</li> <li>3. Assurer une sécurité alimentaire et une gestion durable des RN,</li> <li>4. Développement du secteur économique localement (AGR),</li> <li>5. Développement des infrastructures routières</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2012 pour une période de 5 ans
<b>Koko-rou</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Amélioration de la sécurité alimentaire,</li> <li>2. Amélioration de la santé,</li> <li>3. Amélioration de la qualité de l'éducation,</li> <li>4. Accroître les revenus monétaires par la promotion des activités économiques,</li> <li>5. Renforcement des capacités des acteurs de la municipalité,</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2013 pour la période de 2013-2017
<b>Mehan-na</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement du secteur de la santé,</li> <li>2. Développement de l'agriculture (sécurité alimentaire),</li> <li>3. Développement de l'élevage,</li> <li>4. Développement du secteur hydraulique,</li> <li>5. Préservation de l'environnement par une bonne gestion durable des RN</li> </ol>	Le PDC a été réactualisé en 2012 pour une période de 5 ans

Il ressort des discussions tenues avec les leaders des communes de la région Tillabéry qui devraient être bénéficiaires du projet SUR1M que la **gestion du problème du changement climatique** est intégrée dans les activités de développement, mais à des niveaux quelque peu différents en fonction des ressources des communes et de celles des partenaires de développement présents.

Dans toutes les communes, l'implication du secteur privé est négligeable, en particulier dans le processus d'élaboration des plans de développement communaux.

## Burkina Faso

COMMUNE	PRIORITES PDC
<b>BANI PDC 2014-18</b>	Maitrise de l'eau et gestion des ressources naturelles, Santé, Éducation, Formation, Modernisation de l'habitat
<b>SEYTENGA PDC 2013-18</b>	Hydraulique villageoise et pastorale, Gestion durable des ressources naturelles (sols, végétation, eaux, faune), Renforcement des services de santé, éducation, Renforcement des services de l'élevage
<b>DORI PDC 2008-13 Terminé Prochain en élaboration</b>	Pour le PDC en cours d'élaboration : Aménagements des mares, Dori Ville verte, Reboisement grande muraille verte, Désensablement des cours d'eau, Récupération des sols dégradés
<b>Gorom-Gorom PDC 2014-18</b>	Pour le PDC en cours d'élaboration Récupération des terres dégradées, Formation sur les techniques de gestion de la fertilité des sols, Lutte contre l'ensablement des plans et cours d'eau, Formation sur les pratiques intelligentes en agriculture et élevage, Reboisement et aménagement de la source d'eau intarissable
<b>Falangountou PDC 2014-18</b>	Pour le PDC en cours d'élaboration : Gestion durable des ressources naturelles, Formation et renforcement des capacités des producteurs (agriculture, environnement, élevage), Activités génératrices de revenus, Accès à la microfinance
<b>TITABE PDC 2011-15</b>	Hydraulique villageoise et pastorale, Santé, Gestion de la fertilité des sols, Reconstitution des ressources végétales et réhabilitation des cours d'eau, Renforcement des capacités des acteurs

<p><b>Sampelga</b> <b>PDC 2014-18</b></p>	<p>Activités agricoles génératrices de revenus et équipement des exploitations agricoles, Gestion de la fertilité des sols et vulgarisation de techniques intelligentes de production en agriculture et élevage, Hydraulique agricole et pastorale, Désensablement de cours d'eau et protection des berges, Reboisement et protection des plants</p>
<p><b>Boundore</b> <b>PDC 2009-14</b> <b>terminé</b> <b>PDC 2014-18 en</b> <b>élaboration</b></p>	<p>Pour le PDC en cours d'élaboration : Hydraulique agricole et pastorale, Récupération de terres dégradées par techniques de conservation des eaux et des sols/ défense et restauration des sols, Reboisement et Régénération Naturelle Assistée, équipement des exploitations agricoles, Zones de pâturage et parcs de vaccination. Embouche</p>
<p><b>Sebba</b> <b>PDC 2009-13</b> <b>terminé</b> <b>Plan 2014-2018</b> <b>en élaboration</b></p>	<p>Pour le PDC en cours d'élaboration : Récupération de terres et formation en techniques intelligentes de Gestion des Ressources Naturelles, Hydraulique agricole et pastorale, Accès à la microfinance, Reboisement, Délimitation de zones de pâturage</p>
<p><b>TANKOUGOUNADI</b> <b>PDC 2014-2018</b></p>	<p>Gestion durable des ressources naturelles, Hydraulique pastorale et agricole, Santé et éducation, Désenclavement, Renforcement des capacités des producteurs en agriculture et élevage durables et préservant l'environnement</p>

Dans toutes les communes, les leaders ont une bonne connaissance de la problématique du changement climatique.

La région connaît en général beaucoup d'interventions dans la gestion durable des ressources naturelles (récupération des terres dégradées et des pâturages, vulgarisation de techniques de production agricole et zootechnique adaptées à la région, la lutte contre le ruissèlement et l'ensablement des plans et des cours d'eau, la plantation d'espèces ligneuses adaptées et la reconstitution du fourrage aérien bien appréciés par les animaux, Régénération Naturelle Assistée).

## MALI

COMMUNE	PRIORITES PDSEC
<b>Ansongo PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement de l'économie rurale à travers une meilleure promotion des activités agro-sylvo-pastorales et piscicoles,</li> <li>2. Développement du secteur secondaire : l'hydraulique, l'énergie (électrification), l'industrie, l'artisanat,</li> <li>3. Commerce et tourisme,</li> <li>4. Développement des infrastructures et des équipements,</li> <li>5. Ressources humaines : emploi-travail, éducation-formation, sport-art et culture, santé-action sociale, information, administration et finances</li> </ol>
<b>Bara PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Agriculture,</li> <li>2. Élevage,</li> <li>4. Pêche,</li> <li>3. Forêts / environnement,</li> <li>5. Énergie</li> </ol>
<b>Bourra PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Relance de l'économie rurale à travers une meilleure promotion des activités agro-sylvo-pastorales et piscicoles,</li> <li>2. Développement du secteur secondaire : l'hydraulique, l'industrie, l'artisanat,</li> <li>3. Commerce et tourisme,</li> <li>4. Développement des infrastructures et de la communication,</li> <li>5. Ressources humaines : éducation, santé, emploi et formation, sport et culture</li> </ol>
<b>Gabérou PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement de l'économie rurale à travers une meilleure promotion des activités agro-sylvo-pastorales et piscicoles,</li> <li>2. Développement du secteur secondaire : l'hydraulique, l'énergie (électrification), l'industrie, l'artisanat,</li> <li>3. Commerce et tourisme,</li> <li>4. Développement des infrastructures et des équipements,</li> <li>5. Ressources humaines : emploi-travail, éducation-formation, sport-art et culture, santé-action sociale, information, administration et finances</li> </ol>
<b>Gouzourèye PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Agriculture,</li> <li>2. Élevage,</li> <li>3. Environnement</li> <li>4. Pêche,</li> <li>5. Santé</li> </ol>
<b>Ouatagou PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Agriculture,</li> <li>2. Élevage,</li> <li>3. Environnement,</li> <li>4. Pêche,</li> <li>5. Santé</li> </ol>
<b>Sonni Aliber PDSEC 2010- 2014</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Agriculture,</li> <li>2. Santé,</li> <li>3. Éducation,</li> <li>4. Environnement,</li> <li>5. Élevage</li> </ol>

## PROCESSUS DE PRÉPARATION DES PDC

### NIGER

COMMUNE	PDC			
	Processus de préparation	Bonne participation des représentantes des femmes	Associations de la société civile	Secteur privé
Toutes les communes	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identification des acteurs pour information à tout les niveaux,</li> <li>2. Formation des acteurs,</li> <li>3. Diagnostic communautaire participatif, Diagnostic par zone (2 zones) au niveau communautaire,</li> <li>4. Collecte des données par zone,</li> <li>5. Atelier de validation de la synthèse</li> </ol>	Il y a une bonne représentations des femmes	La société a été impliquée dans le processus d'élaboration du PDC	Le secteur privé est négligé dans ce genre de processus

### BURKINA FASO

COMMUNE	PROCESSUS DE PREPARATION	IMPLICATION DE LA SOCIETE CIVILE ET DU SECTEUR PRIVE
BANI PDC 2014-18	<ol style="list-style-type: none"> <li>6. Rencontres villageoises organisées par des consultants,</li> <li>7. « Focus groups » incluant les femmes,</li> <li>8. Mise en place d'une commission ad 'hoc composée d'hommes, de femmes et de jeunes,</li> <li>9. Organisation d'une rencontre de restitution incluant tout le monde et amendements du PDC,</li> <li>10. Validation au niveau communal puis provincial avec participation de toutes les couches sociales</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>11. Bonne implication de la société civile (associations, ONG),</li> <li>12. Le secteur privé étant faiblement développé, l'implication est relative,</li> <li>13. Bonne implication des services techniques représentés dans la commune (agri, environnement, élevage, santé, éducation, action sociale)</li> </ol>
SEYTENGA PDC 2013-18	<ol style="list-style-type: none"> <li>14. Idem</li> <li>15. L'élaboration des plans de développement étant financée par le budget de l'État, les procédures sont identiques. La différence réside dans les bureaux d'études chargés de l'élaboration</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>16. Idem</li> <li>17. Cette commune et celle voisine et frontalière du Niger – TERA- ont déjà mis en place un cadre de concertation qui fonctionne bien et qui pourrait être un exemple d'intégration dans la mise en œuvre du projet SUR1M. Selon les 2 maires, la concertation est permanente et s'articule sur l'intégration des populations et la gestion des ressources transfrontalières telles que le pâturage, les cours d'eau, les terres agricoles. L'objectif est d'éviter les conflits entre les populations des deux communes.</li> <li>18. Existence d'un grand marché favorable à l'émergence de privés</li> </ol>
DORI PDC 2008-13 Terminé Prochain en élaboration	<ol style="list-style-type: none"> <li>19. Idem</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>20. Bonne implication du privé et de la société civile. Dori étant en même temps chef-lieu de région, le secteur privé est développé et bien d'acteurs comprennent le contenu du PDC. Cela est lié au niveau d'instruction des principaux acteurs.</li> </ol>

## MALI

COMMUNE	PDSEC			
	Processus de préparation	Participation des représentantes des femmes	Associations de la société civile	Secteur privé
Toutes les communes	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Étape d'information et de sensibilisation des populations. Cette information/ sensibilisation a été assurée par les élus locaux avec l'appui des partenaires techniques au développement.</li> <li>2. Diagnostic communautaire participatif conforme au guide d'élaboration du PDSEC qui prévoit les étapes suivantes :               <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Diagnostic technique (collecte de données, recherche documentaire, analyse du fonctionnement des systèmes de production etc.),</li> <li>b. Diagnostic conjoint (bilan diagnostic de la situation, inventaires des évolutions récentes et tendances d'évolution, contraintes et potentialités/atouts),</li> <li>c. Perspectives d'avenir et orientation du développement.</li> </ol> </li> <li>3. Étape d'élaboration du programme de développement sur la base des solutions aux problèmes, des acquis et caractéristiques issus du diagnostic participatif.</li> <li>4. Programmation physique et financière des actions sur la base de 4 critères :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le critère relatif aux moyens que requiert l'action,</li> <li>• Le critère de portée multisectorielle de l'action,</li> <li>• Le caractère prioritaire de l'action,</li> <li>• Le critère de l'ampleur des effets d'entraînement de l'action.</li> </ul> </li> <li>5. <b>Étape de restitution/validation du PDSEC au niveau communautaire</b></li> <li>6. <b>Étape d'adoption du PDSEC par l'organe délibérant</b> (conseil communal).</li> </ol>	Il y a une bonne représentation des femmes	La société civile est impliquée dans le processus d'élaboration du PDSEC	Le secteur privé est négligé dans ce genre de processus

## CAPACITÉ DE LA COMMUNE COMME STRUCTURE DE DÉVELOPPEMENT À EXÉCUTER LE PDC.

### NIGER

COMMUNE	MOBILISATION ET UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES			ALIGNEMENT DU CONTENU DES PDC AVEC LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES	NIVEAU DE CONNAISSANCE DES PARTICIPANTS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES
	La commune est subdivisée en 5 zones, ayant été sensibilisées et qui ont le diagnostic afin d'intégrer toutes les aspirations et attentes des populations	Compétences humaines	Système comptable		
Simiri	La commune est subdivisée en 5 zones, ayant été sensibilisée et qui ont le diagnostic afin d'intégrer toutes les aspirations et attentes des populations	Disponibilité en ressources humaines (le receveur municipal, étant économiste de formation, est actuellement en formation à l'ENAM de Niamey et le secrétaire général poursuit ses études sur les techniques de comptabilité,	Il y a 5 communes qui utilisent un seul comptable.	La phase d'acclimation du PDC est en cours car des conseillers communaux, des techniciens et des acteurs de la société civile ont reçu une formation sur le thème du changement climatique	Le niveau de connaissance des participants paraît satisfaisant en matière de changement climatique et de gestion des risques et catastrophes. La commune utilise par exemple des gommages arabiques pour la séquestration du carbone. Une initiative du Ministère de l'environnement financé par la Banque Mondiale.  La commune utilise un dispositif de crise alimentaire et de gestion des catastrophes naturelles (Observatoire de Suivi de Vulnérabilité : OSV) et 3 SCAP/RU (villages : Banney, Fandou Kainé, et Korey Bangou), financé par l'ONG OXFAM et Karkara.
Ouallam		Faible capacité en ressources humaines	La commune dispose de receveur municipal, mais utilise du papier pour sa comptabilité		Les participants ont un bon niveau de connaissances sur les changements climatiques à travers des illustrations sur la disparition des arbres, des espèces animales sauvages, la crue de la mare de Ouallam en 2012 que des gens de plus de 80 ans n'avaient jamais vue avant.
Tillabéry Sakoira Dessa Anzourou Djagourou Tera Bankilaré Gorouol Kokorou Mehanna					

## **BURKINA FASO**

Il ressort de la comparaison des budgets des différents PDC qu'aucune des dix communes n'est en mesure de mettre son PDC en œuvre sans apports de partenaires. Les contributions de chaque commune comparées aux financements recherchés sont insignifiantes. Les ressources humaines, même si elles existent, sont en nombre insuffisant. Pour sa mise en œuvre, SUR1M aura nécessairement besoin de recruter du personnel de terrain et d'apporter de la logistique pour appuyer les communes.

## **MALI**

Existence de la loi n°095- 34/AN-RM de 1995 qui confère à l'institution communale la responsabilité des opérations de conception et de mise en œuvre de la vision de développement. Il y a eu un transfert de compétences dans les domaines de l'hydraulique villageoise, de l'enseignement fondamental et de la santé. Sur le plan institutionnel, les communes sont compétentes pour exécuter les PDSEC. Mais, aucune commune n'est en mesure de mettre son PDSEC en œuvre sans apports financiers de partenaires.

## ASPECT GENRE

### PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES INSTANCES DE PRISE DE DÉCISION ET ACCÈS À LA TERRE

#### NIGER

COMMUNE	PROPORTION DE FEMMES PARMI LES CONSEILLERS COMMUNAUX ÉLUS	ACCÈS DES FEMMES À L'ÉDUCATION
<b>Simiri</b>	5 /20 = 25 %	Accès des filles très grand
<b>Ouallam</b>	4/16 = 25 %	Les filles sont plus nombreuses dans les écoles primaires que les garçons mais leur maintien au secondaire est faible
<b>Tillabéry</b>	5/15 = 33 %	90% Taux Brut de Scolarité (TBS) pour les filles dans la commune urbaine de Tillabéry, mais leur maintien au secondaire est conditionné par la création de cantines scolaires
<b>Sakoira</b>	5/13 = 38 %	Idem que supra
<b>Dessa</b>	4/14 = 29 %	Idem que supra
<b>Anzourou</b>	2/13 = 31 %	49 % de filles à l'école primaire et 30 % au secondaire, mais création de cantines scolaires pour les filles venant du rural
<b>Djagourou</b>	4/15 = 27 %	
<b>Tera</b>	4/20 = 20 %	Sur 77 écoles primaires, 6000 Filles et 5000 garçons, mais création des cantines scolaires pour le maintien des filles au secondaire et des infrastructures scolaires d'apprentissage des métiers de l'artisanat pour les filles en cas d'échec
<b>Bankilaré</b>	6/15 = 40 %	Faible taux de scolarité des filles à l'école compte-tenu du nomadisme des ménages pour la recherche de pâturages
<b>Gorouol</b>	4/15 = 27 %	Les jeunes filles sont inscrites en grande proportion à l'école primaire, mais leur maintien au secondaire est difficile par manque d'infrastructures d'accueil dans le chef lieu de la commune
<b>Kokorou</b>	5/18 = 27 %	35 filles sur 40 effectifs de classes à l'école primaire, mais le mariage précoce est très fréquent dans cette commune
<b>Mehanna</b>	4/13 = 22 %	Grande proportion des filles à l'école primaire, mais pour leur maintien au secondaire, il faut songer à créer des cantines scolaires et à apprendre aux filles des activités APP pour qu'en cas de déperdition, elles arrivent à vivre avec des AGR

Au Niger, les femmes sont peu ou pas représentées dans les conseils municipaux ce qui limite leur participation aux prises de décision mêmes les décisions qui les concernent directement bien que le quota électif soit respecté dans la plupart des conseils municipaux, nous remarquons leur faible implication dans les prises de décision.

S'agissant de l'accès à la terre, les terres appartiennent aux hommes, mais les femmes arrivent à hériter (système d'héritage par

les femmes : 2 parts pour les hommes et 1 part pour les femmes), achats de terres, prêts de terres. Tout le monde peut accéder à la terre, mais tous ceux qui y ont accès ne sont pas propriétaires. Les terres cultivables étant rares, ce sont les chefs de ménage qui sont prioritaires. Pour le cas des femmes, ce sont les maris ou les parents qui donnent la terre.

## BURKINA FASO

COMMUNE	PARTICIPATION DES FEMMES AUX PRISES DE DECISION
<b>BANI</b>	faible représentativité dans le conseil communal (2 femmes sur 44 conseillers) Faible participation dans les prises de décision à cause de leur faible représentativité
<b>SEYTENGA</b>	4 femmes sur 54 conseillers
<b>DORI</b>	20 femmes sur 172 conseillers Meilleure représentativité des femmes et bonne participation dans les prises de décision au regard de l'histoire de la région et de la place qu'occupaient les femmes au cours des élections antérieures.
<b>Gorom-Gorom</b>	Faible participation dans les prises de décision à cause de leur faible représentativité
<b>Falangountou</b>	Implication moyenne des femmes dans les prises de décision à cause de la jeunesse du conseil municipal. 4 femmes sur 29 conseillers
<b>TITABE</b>	0 femme sur 24 conseillers. Les femmes sont absentes dans les prises de décision concernant le développement de la commune
<b>Sampelga</b>	Le conseil municipal compte 20 conseillers dont 4 femmes ce qui est intéressant, mais loin d'atteindre le ratio de 30 % souhaité par les textes.
<b>Boundore</b> <b>PDC 2009-14</b> <b>terminé</b>	Le conseil municipal compte 40 conseillers dont 0 femme. Beaucoup d'efforts à faire dans la prise en compte du genre et la participation de la femme aux efforts de développement.
<b>Sebba</b>	Le conseil municipal compte 46 conseillers dont 3 femmes. Comparativement à d'autres communes où elles ne sont pas représentées, le cas de SEBBA est un bon exemple. Reste à les impliquer dans les prises de décision afin de susciter une participation consciente.
<b>TANKOUGOUNADI</b>	Le conseil compte 26 conseillers dont une seule femme.

## MALI

COMMUNES	NIVEAU DE PARTICIPATION EFFECTIVE DES FEMMES DANS LE CONSEIL COMMUNAL	CONSTRAINTES DE LEUR PARTICIPATION	ACTIONS PROPOSÉES POUR UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES FEMMES DANS LE CONSEIL COMMUNAL
<p><b>Toutes les communes (Bourra, Gabéro, Ouatagouna, Ansongo, Bara, Gounzourèye, Sonni Aliber)</b></p>	<p>Aucune femme ni dans le bureau, ni dans le conseil communal, sauf dans la commune d'Ansongo où l'on compte une femme sur les 23 conseillers communaux.</p>	<p>Pesanteurs socioculturels (position sociale de la femme qui vient toujours après l'homme, la femme ne doit pas s'afficher en présence des hommes).                      Analphabétisme.                      Manque de moyens financiers</p>	<p>Sensibilisation des hommes.                      Renforcement du pouvoir financier des femmes</p>

## ACCÈS DES FEMMES A LA TERRE

### NIGER

	ACCÈS À LA TERRE	ACCÈS AU CRÉDIT
<b>Simiri</b>	Accès facile des femmes à la terre	Oui, à travers les groupements féminins que des ONG appuient
<b>Ouallam</b>	Les terres appartiennent aux hommes, mais les femmes arrivent à hériter	Oui, à travers les groupements féminins que des ONG appuient, existence des IMF
<b>Tillabéry</b>	Système d'héritage par les femmes (2 parts pour les hommes et 1 part pour les femmes), achats et prêts de terres	Idem que supra
<b>Sakoira, Dessa, Anzourou, Tera</b>	Droits à l'héritage pour les femmes	Idem que supra
<b>Djagourou</b>	Manque d'héritage après le décès de leurs parents	Idem que supra
<b>Bankilaré</b>	Les femmes n'héritent pas de la terre dans cette commune	Non
<b>Gorouol</b>	Héritage partiel, achats et prêts	Idem que Tera
<b>Kokorou</b>	Accès de femmes à la terre par donation de leur mari. La commune a décidé que les champs doivent être communautaires car après l'héritage les gens bradent leurs terres	Idem que supra
<b>Mehanna</b>	Ici, les femmes héritent des champs, jardins et parcelles loties	Idem que supra

### BURKINA FASO

Pour l'accès à la terre, ce sont les maris qui l'assure pour les femmes dans la zone d'intervention ciblée. Les filles n'héritent pas de la terre ou du bétail. Les femmes et les hommes sont soumis aux mêmes conditions. L'accès à la terre agricole est facile dans les limites du possible. Cependant, l'accès est très différent de la propriété.

## MALI

COMMUNES	ACCÈS ACTUEL DES FEMMES À LA TERRE ET AUX AUTRES RESSOURCES (CRÉDITS, ÉDUCATION,...) NÉCESSAIRES POUR RÉDUIRE LEUR VULNÉRABILITÉ	MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA TERRE AUX FEMMES AYANT DES PROJETS À RÉALISER.
<b>Toutes les communes</b>	<p>Le premier mode d'accès de la femme à la terre est l'héritage selon les prescriptions coraniques. Le cas échéant, elle devient propriétaire et jouit du droit de contrôle. Mais elle ne peut pas vendre la terre, car dans toutes les communes concernées, la terre, pour le moment, ne se vend pas.</p> <p>La femme peut accéder aux terres de son conjoint ou appartenant à ses parents (pères, frères, oncles, etc.).</p> <p>Un groupe de femmes peut accéder à la terre par attribution du chef de village.</p> <p>Les jeunes filles ont accès à l'éducation comme les garçons. Au niveau du 1<sup>er</sup> cycle fondamental, elles sont même plus importantes en termes d'effectifs que les garçons. La tendance change à partir de la 6<sup>ème</sup> à cause de la pratique du mariage précoce.</p> <p>Les femmes ont un faible accès au crédit. Cela s'explique par l'absence d'institutions de microfinance (IMF). Toutefois, il existe des systèmes de cotisation (tontine) au sein des associations de femmes comme d'hommes. Les cotisations sont hebdomadaires ou mensuelles et le montant de la cotisation est le même pour tous les membres de l'association. En retour, un membre de l'association peut bénéficier d'un crédit auprès de l'association.</p>	<p>Un groupement de femmes peut accéder à la terre par attribution verbale du conseil villageois. La terre une fois attribuée par le conseil villageois peut être sécurisée par une lettre d'attribution délivrée par le maire sur simple demande.</p> <p>Le temps d'attribution est indéterminé pouvant aller de l'immédiat à plusieurs mois.</p>

Le conseil de village et le chef de village sont les principaux décideurs au niveau local dans le processus d'accession des femmes à la terre.

Par ailleurs, le maire est l'autorité officielle qui joue le rôle le plus déterminant en matière d'attribution de terres, mais seulement dans les grandes villes comme Ansongo. Dans les villages, l'autorité qui joue le rôle le plus déterminant reste le chef de village.

## AUTRES INITIATIVES ET PROJETS OUVRANT DANS LA COMMUNE

### NIGER

COMMUNE	PROJETS DE NUTRITION OPÉRANT DANS LA COMMUNE	AUTRES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT OPÉRANT DANS LA COMMUNE.	GROUPES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDITS (SILC, MMD)
<b>Simiri</b>	HELP, ILAF dont les cibles sont les malnutris modérés et sévères à travers les centres de santé intégrés, PAM à travers les cantines scolaires dans les écoles primaires.	Projets de développement : FICOD ; WORLD VISION, OXFAM/ KARKARA ; CRS ; ILAF Ceux qui s'occupent de gouvernance, d'adaptation aux changements climatiques, d'alerte précoce : WORLD VISION, OXFAM/ KARKARA ; CRS ; ILAF, en faisant des activités de récupération des terres, traitements de Koris (Mares)	Il y a des groupements féminins mais pas de SILC, ni de MMD, ceux qui existent sont mis en place par d'autres ONG comme Islamic Relief avec le même type de fonctionnement d'épargne et de crédits
<b>Ouallam</b>	HELP, dont les cibles sont : les malnutris modérés et sévères à travers les centres de santé intégrés de la commune, PAM à travers les cantines scolaires dans les écoles primaires et le blanket feeding	Projets de développement : FICOD ; WORLD VISION, OXFAM/ KARKARA ; GIZ, PROSAR, PRODEC Ceux qui s'occupent de gouvernance, d'adaptation aux changements climatiques, d'alerte précoce : GIZ, PROSAR, PRODEC ET PROMAD	Idem que supra
<b>Tillabéry</b>	COOPI, ILAF, DIMOL, MISOLA (usine de fabrication des aliments nutritifs à base de mil) et PAM (Blanket feeding°)	PAC/RC, PRODEC /Gouvernance, PRODEX /Filières	3 groupements MMD et d'autres groupements féminins, Existence des IMF : Bonao, Gomni-Ka appuyant les riziculteurs , les maraîchers et le warrantage
<b>Sakoira</b>	COOPI, CISP, DIMOL, PLAN NIGER, Unicef et PAM (Blanket feeding)	PVDT, Afrique Verte, PROMAP, et CRS	Idem que supra
<b>Dessa</b>	COOPI, PAM (Blanket feeding)°	PLAN NIGER (SCAP/RU), PAC/RC (Résilience climatique) et État Nigérien (Alerte Précoce)	Idem que supra
<b>Anzourou</b>	COOPI, Dimol PAM (Blanket feeding)°	PLAN NIGER (SCAP/RU), PAC/RC (Résilience climatique) et État Nigérien (Alerte Précoce)	Idem que supra
<b>Djagourou</b>	PROSAR, World vision , SADEV, HELP et PAM (Blanket feeding et cantines scolaires)	World vision, Swissaid, Acted, et PAC/RC	Idem que supra, sauf qu'il y a plus de 250 groupements féminins.

COMMUNE	PROJETS DE NUTRITION OPÉRANT DANS LA COMMUNE	AUTRES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT OPÉRANT DANS LA COMMUNE.	GROUPES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDITS (SILC, MMD)
<b>Tera</b>	CADEV, World vision , SADEV, HELP et PAM (Blanket feeding et Cantines scolaires)	PIDRT/SADEV, CILSS (Muraille verte, PAM/SADEV (Résilience des communautés)	Idem que supra, sauf qu'il y a plus de 100 groupements féminins. IMF : Caisse d'épargne Mmar, Caisse d'épargne Lingué, Caisse d'épargne Kani Appui aux activités d'embouche, AGR, cultures maraichères et artisanat
<b>Bankilaré</b>	HELP et PAM (Blanket feeding et Cantines scolaires)	APTE (formation sur le changement climatique), WHH (projet résilience des communautés)	Idem que Ouallam, sauf qu'il y a plus de 290 groupements féminins
<b>Gorouol</b>	HELP et PAM (Blanket feeding et cantines scolaires)	PAC/RC, CARE/REGIS	Idem que Ouallam
<b>Kokorou</b>	HELP et PAM Blanket feeding et Cantines scolaires)	PAC/RC, ONG Moriben, Rico, PDLK (Barrage kadai appuie la commune dans la préservation de l'environnement)	Idem que supra, sauf qu'il y a plus de 150 groupements féminins
<b>Mehanna</b>	HELP	PDLK (Barrage kandadji appuie la commune dans la préservation de l'environnement) et PRODEC (dans la bonne gouvernance)	Idem que supra, sauf qu'il y a plus de 200 groupements féminins. IMF: VIE Kandé ni beri, Tonton, ASSUSU et constitution en union des groupements féminins dont les membres bénéficient de crédits selon les conditions établies comme suit : si la femme rembourse son crédit avant échéance, 0% taux d'intérêt et au delà de l'échéance, 5% est le taux d'intérêt appliqué

## BURKINA FASO

COMMUNES	BUDGET TOTAL	CONTRIBUTION COMMUNE	FINANCEMENT À RECHERCHER	PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS
<b>BANI</b>	2 707 230 000	136 514 600	2 570 715 400	PAPSA, PRP, PAM dans l'Agriculture, PATA et Projet AZAWAK dans l'élevage
<b>DORI</b>	6 255 200 000	N/A	6 255 200 000	Agriculture : PROFIL, REGIS-ER, ACTION CAREME SUISSE, FAO, UFC, OCADES Élevage : PROJET AZAWAK, PROFIL Environnement : PLCE
<b>BOUNDORE</b>	N/A	N/A		Agriculture : PAPSA, PAM
<b>FALANGOUNTOU</b>	1 546 070 000	154 607 000	1 391 463 000	Agriculture : IAMGOLD, OXFAM, HELP Élevage : ZPAZA
<b>SAMPELGA</b>	1 550 951 000	172 328 000	1 378 623 000	Environnement : PLCE Agriculture : PAM, PAPSA, PNGT II-3 Élevage : PATA
<b>SEBBA</b>	1 807 410 000	N/A	1 807 410 000	Environnement : PLCE Agriculture : PAM, LIPTAKO GOURMA Élevage : PATA
<b>SEYTENGA</b>	2 268 559 825	101 879 108	2 166 680 718	Environnement : PLCE Agriculture : PAM, PAPSA, Élevage : PATA
<b>TANKOUGOUNADIE</b>	685 801 000	125 160 200	500 640 800	Environnement : PLCE Agriculture : PAM, PAPSA Élevage : PATA
<b>GOROM-GOROM</b>				Environnement : PLCE Agriculture : PAM, PAPSA Élevage : PATA
<b>TITABE</b>	2 166 680 718	2 166 680 718	2 166 680 718	Environnement : PLCE Agriculture : PAM, PAPSA Élevage : PATA

**ONG DE NUTRITION DANS LES COMMUNES**

<b>COMMUNES</b>	<b>PROJETS</b>
<b>BANI</b>	HELP, CROIX ROUGE, PAM, REACH-ITALIA
<b>DORI</b>	AGED, MÉDECINS DU MONDE, EAU VIVE, CRUS, REPAS
<b>BOUNDORE</b>	HELP, CROIX ROUGE, OBC, PAM
<b>FALANGOUNTOU</b>	OXFAM, HELP, PAM
<b>SAMPELGA</b>	HELP, CROIX ROUGE, PAM
<b>SEBBA</b>	HELP, CROIX ROUGE, PAM, REACH-ITALIA
<b>SEYTENGA</b>	HELP, CROIX ROUGE, PAM, REACH-ITALIA, EAU-VIVE, ASSOCIATION FAAB TOOBE, ODE
<b>TANKOUGOUNADIE</b>	HELP, CROIX ROUGE, PAM
<b>GOROM-GOROM</b>	HELP, CROIX ROUGE, CRUS, REACH-ITALIA
<b>TITABE</b>	HELP, CROIX ROUGE, PAM

## MALI

COMMUNES	NUTRITION	AUTRES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT	GROUPES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (GENRE SILC)
<b>Ansongo</b>	ACF Les activités visent les personnes vulnérables (femmes et enfants)	ACF dans le domaine du « Cash for Work » et de la reconstitution du cheptel, MERCY CORP, IRC, CICR, dans le domaine de la distribution alimentaire, Enda Mali, TASSAGH, GREFFA en matière de réconciliation sociale	Aucun intervenant
<b>Bara</b>	ACF, OXFAM pour la distribution alimentaire vers les familles vulnérables	MERCY CORP, IRC, CICR, dans le domaine de la distribution alimentaire et de médicaments, ENDA MALI en matière de réconciliation sociale, SEAD, NOUVEAUX HORIZONS	
<b>Bourra</b>	ACF, CICR. Les activités visent les personnes vulnérables (femmes et enfants)	ACF dans le domaine du « Cash for Work » et de la reconstitution du cheptel	
<b>Gabéro</b>	OXFAM pour la distribution alimentaire vers les familles vulnérables	IRC dans le domaine de l'hydraulique	
<b>Gounzourèye</b>	ACF, CICR. Les activités visent les personnes vulnérables (femmes et enfants)	TASSAGH, GREFFA dans le domaine du foncier et de la réconciliation social, NOUVEAUX HORIZONS dans le domaine de l'assainissement	
<b>Ouatagouna</b>	ACF, CICR. Les activités visent les personnes vulnérables (femmes et enfants)	MERCY CORP, IRC dans le domaine de la distribution alimentaire, Enda Mali, TASSAGH, GREFFA en matière de réconciliation sociale	
<b>Sonni Aliber</b>	OXFAM pour la distribution alimentaire vers les familles vulnérables	GRAIP pour les mini forages	

## RÉACTIONS PAR RAPPORT A L'APPROCHE ET AUX PRINCIPALES ACTIVITÉS CONCEPTUELLES. (ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE QUI SEMBLERENT LES PLUS PERTINENTS/PROMETTEURS.)

### NIGER

COMMUNE	ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE QUI SEMBLERENT LES PLUS PERTINENTS/PROMETTEURS	LES TROIS ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE QUI LEUR SEMBLERENT LES MOINS PERTINENTS OU LES MOINS SUSCEPTIBLES DE RÉUSSIR
<b>Simiri</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appui à la diversification des sources de revenus,</li> <li>• Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>• Renforcement des capacités des collectivités territoriales (niveau commune).</li> </ul>	Appuyer les gouvernements et d'autres acteurs engagés dans la réduction des risques et désastres à accélérer l'acquisition des connaissances en échangeant de leçons apprises et à prendre des décisions basées sur des faits avérés.
<b>Ouallam</b>	Idem que supra	Idem que supra
<b>Tillabéry</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la participation des femmes dans la prise de décision et leur rôle d'agent de changement. L'accent sera mis sur la promotion des femmes et des filles, la reconnaissance de leur rôle primordial dans la résilience de leurs communautés et la nécessité de renforcer leur pouvoir et de protéger leurs investissements et leurs bénéfices,</li> <li>• L'appui à la diversification des sources de revenus,</li> <li>• Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles.</li> </ul>	Idem que supra.
<b>Sakoira</b>	Idem que supra	Idem que supra
<b>Dessa</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appui à la diversification des sources de revenus</li> <li>• Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>• Renforcer la participation des femmes dans la prise de décision et pour mieux jouer leur rôle d'agent de changement. L'accent sera mis sur la promotion des femmes et des filles, la reconnaissance de leur rôle primordial dans la résilience de leurs communautés et la nécessité de renforcer leur pouvoir et de protéger leurs investissements et leurs bénéfices.</li> </ul>	Idem que supra
<b>Anzourou</b>	Idem que supra	Idem que supra
<b>Djagourou</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appui à la diversification des sources de revenus</li> <li>• Renforcement des capacités des collectivités territoriales (niveau commune) pour intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la gestion du développement local. Appui au système d'alerte précoce avec l'accent sur la mise en place des groupes d'alerte et de réponse au niveau des communes et communautés et leur collaboration avec le niveau central pour réduire les risques et améliorer la réponse d'urgence auprès des populations sinistrées,</li> <li>• Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles.</li> </ul>	Idem que supra

COMMUNE	ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE QUI SEMBLENT LES PLUS PERTINENTS/PROMETTEURS	LES TROIS ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE QUI LEUR SEMBLENT LES MOINS PERTINENTS OU LES MOINS SUSCEPTIBLES DE RÉUSSIR
<b>Tera</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>Renforcer la participation des femmes dans la prise de décision et pour mieux jouer leur rôle d'agent de changement. L'accent sera mis sur la promotion des femmes et des filles, la reconnaissance de leur rôle primordial dans la résilience de leurs communautés et la nécessité de renforcer leur pouvoir et de protéger leurs investissements et leurs bénéfices,</li> <li>L'appui à la diversification des sources de revenus, promotion de filières appropriées permettant de réduire la vulnérabilité aux aléas climatiques, formation des acteurs et renforcement des systèmes d'épargne et de crédits pilotés par les communautés (SILC)</li> </ul>	Idem que supra
<b>Bankilaré</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'appui à la diversification des sources de revenus,</li> <li>Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>Renforcement des capacités des collectivités territoriales.</li> </ul>	Idem que supra
<b>Gorouol</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>Renforcement des capacités des collectivités territoriales (niveau commune) pour intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la gestion du développement local. Appui au système d'alerte précoce avec l'accent sur la mise en place des groupes d'alerte et de réponse au niveau des communes et communautés et leur collaboration avec le niveau central pour réduire les risques et améliorer la réponse d'urgence auprès des populations sinistrées.</li> <li>Renforcer la participation des femmes dans la prise de décision et pour mieux jouer leur rôle d'agent de changement. L'accent sera mis sur la promotion des femmes et des filles, la reconnaissance de leur rôle primordial dans la résilience de leurs communautés et la nécessité de renforcer leur pouvoir et de protéger leurs investissements et leurs bénéfices.</li> </ul>	Idem que supra
<b>Kokorou</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la diversification des sources de revenus,</li> <li>Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>Renforcement des capacités des collectivités territoriales (niveau commune).</li> </ul>	Idem que Simiri. En plus : <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la participation des femmes dans la prise de décision et pour qu'elles jouent mieux leur rôle d'agent de changement. L'accent sera mis sur la reconnaissance du rôle primordial des femmes et des filles dans la résilience des communautés et la nécessité de renforcer leur pouvoir et de protéger leurs investissements et leurs bénéfices.</li> </ul>
<b>Mehanna</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la diversification des sources de revenus : promotion de filières appropriées permettant de réduire la vulnérabilité aux aléas climatiques, formation des acteurs et renforcement des systèmes d'épargne pilotés par les communautés (SILC).</li> <li>Appui aux communes et communautés pour la préservation et la gestion durable des ressources naturelles,</li> <li>Renforcement de la participation des femmes dans la prise de décision et pour mieux jouer leur rôle d'agent de changement. L'accent sera mis sur la promotion des femmes et des filles, la reconnaissance de leur rôle primordial dans la résilience de leurs communautés et la nécessité de renforcer leur pouvoir et de protéger leurs investissements et leurs bénéfices.</li> </ul>	Idem que Simiri. En plus : <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités des collectivités territoriales pour intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la gestion du développement local. Appui au système d'alerte précoce avec l'accent sur la mise en place des groupes d'alerte et de réponse et leur collaboration avec le niveau central pour réduire les risques et améliorer la réponse d'urgence aux populations sinistrées.</li> </ul>

En dehors des chefs-lieux de communes urbaines, les activités de microfinance ne sont pas bien financées. Comme les institutions de microfinance sont quasiment absentes dans les villages, la mise en place de SILC est accueillie très favorablement.

La région connaît seulement une bonne saison sur cinq (en raison surtout de la mauvaise répartition des pluies), ce qui explique la persistance de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté des ménages. De ce fait, le problème le plus souvent évoqué dans les discussions avec les leaders est celui de la pauvreté, laquelle rend les populations très vulnérables aux risques et catastrophes.

## **BURKINA FASO**

De manière générale, les activités prévues dans la note conceptuelle s'insèrent dans les préoccupations des populations. Celles qui semblent attirer l'attention des bénéficiaires sont des activités nouvelles pour elles :

- Le SILC bien que méconnu, est très attendu surtout par les femmes et les jeunes qui pensent l'utiliser pour développer leurs activités génératrices de revenus ;
- Les activités de communication : très attendues par les leaders comme moyens de faire passer les messages sur la problématique du changement climatique à condition que les émissions soient réalisées avec eux et pour eux ;
- Le renforcement institutionnel des collectivités locales et leur rôle de leader dans la mise en œuvre du programme. En effet, la plupart des projets collaborent avec les communes, mais leur responsabilisation dans la mise en œuvre reste théorique. Pour eux, l'approche de SUR1M est originale et acquiert leur adhésion. La méthode participative telle qu'elle a été mise en œuvre a été très appréciée par les leaders et les « focus groups ».

## MALI

Interrogés sur leurs réactions à l'approche du projet, les participants ont émis les commentaires suivants :

COMMUNES	ACTIVITÉS D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	GESTION DES RISQUES ET DÉSASTRES (EN PARTICULIER EXISTE-T-IL DES SCAP-RU ET COMMENT FONCTIONNENT-ILS ; INCLUENT-ILS DES FEMMES PARMIS LEURS MEMBRES?)	PROMOTION D'UN MEILLEUR ACCÈS DES FEMMES AUX RESSOURCES ET À LEUR PLUS GRANDE PARTICIPATION AUX DÉCISIONS.	OPTION D'UTILISER PRIORITAIREMENT LES GROUPES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDITS (SILC).
<p><b>Toutes les communes (Ansongo, Bara, Bourra, Gabéro, Gounzourèye, Ouatagouna, Sonni Aliber)</b></p>	<p>Bonne perception des changements environnementaux et du lien avec les productions agricoles et animales.</p> <p>Dans tous les PDSEC, les changements climatiques sont pris en compte par la programmation d'activités d'adaptation aux changements climatiques. Mais les communes ainsi que les communautés ont des moyens limités pour entreprendre des investissements d'envergure dans ce domaine.</p> <p>Les participants ont une très bonne réaction aux activités d'adaptation aux changements climatiques prévues par le projet.</p>	<p>Il n'existe pas de SCAP-RU et les quelques brigades anti-feu mises en place (notamment dans la commune de Bourra) ne sont plus fonctionnelles.</p> <p>Très bonne réaction aux aspects de gestion des risques et désastres.</p>	<p>Les participants sont unanimes sur le fait qu'il faut promouvoir l'accès des femmes aux ressources. Elles pourront ainsi mieux contribuer à la vie du ménage.</p> <p>Par contre, au sein de tous les groupes, les participants sont partagés entre une plus grande participation des femmes aux décisions au niveau des instances communales et une participation respectueuse des valeurs socioculturelles propres à chaque société.</p>	<p>Il n'existe pas de groupe SILC dans les communes cibles. Les participants ont manifesté plus d'intérêt au SILC qui répond mieux, selon eux, à leurs réalités et à leurs conditions de vie.</p>

Par rapport à la question spécifique de leurs préférences et de leurs réserves, les réponses suivantes ont été données dans les « focus groups » des leaders de la zone ciblée au Mali :

COMMUNES	ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE LES PLUS PERTINENTS / PROMETTEURS	ASPECTS DE LA NOTE CONCEPTUELLE LES MOINS PERTINENTS / PROMETTEURS
<b>Ansongo</b>	<p>Amélioration de la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant d'améliorer l'accès aux services financiers ;</p> <p>Plus grande participation des femmes aux instances de prise de décision communales pour assumer leur rôle d'agents de changement.</p>	<p>Les structures gouvernementales dans les communes et les villages institutionnalisent la réduction des risques et catastrophes.</p>
<b>Bara</b>	<p>Amélioration de la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant d'améliorer l'accès aux services financiers ;</p> <p>Les hommes et les femmes diversifient les moyens de subsistance et préviennent la malnutrition.</p>	<p>Les femmes améliorent leur participation à la prise de décision et assument leur rôle d'agents du changement.</p>
<b>Bourra</b>	<p>Amélioration de la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant d'améliorer l'accès aux services financiers ;</p> <p>Plus grande participation des femmes aux instances de prise de décisions communales pour assumer leur rôle d'agents de changement.</p>	<p>Les structures gouvernementales dans les communes et les villages institutionnalisent la réduction des risques et catastrophes.</p>
<b>Gabéro</b>	<p>Amélioration de la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant d'améliorer l'accès aux services financiers ;</p> <p>Les hommes et les femmes diversifient les moyens de subsistance et préviennent la malnutrition.</p>	<p>Les femmes améliorent leur participation à la prise de décision et assument leur rôle d'agents du changement.</p>
<b>Gounzourèye</b>	<p>Amélioration de la Gestion des ressources naturelles (GRN) et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant d'améliorer l'accès aux services financiers ;</p> <p>Plus grande participation des femmes aux instances de prise de décisions communales pour assumer leur rôle d'agents de changement.</p>	<p>Les structures gouvernementales dans les communes et les villages institutionnalisent la réduction des risques et catastrophes.</p>
<b>Ouatagouna</b>	<p>Amélioration de la GRN et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant d'améliorer l'accès aux services financiers ;</p> <p>Les hommes et les femmes diversifient les moyens de subsistance et préviennent la malnutrition.</p>	<p>Les femmes améliorent leur participation à la prise de décision et assument leur rôle d'agents du changement.</p>
<b>Sonni Aliber</b>	<p>Amélioration de la GRN et l'adaptation aux changements climatiques ;</p> <p>Diversification des moyens de subsistance et des activités permettant une plus grande participation des femmes aux instances de prise de décisions communales pour assumer leur rôle d'agents de changement.</p>	<p>Les structures gouvernementales dans les communes et les villages institutionnalisent la réduction des risques et catastrophes.</p>

Les activités d'adaptation aux changements climatiques sont bien vues. L'objectif de promotion de l'accès des femmes aux ressources et leur participation dans la prise de décision a été également bien accueilli. Il en a été aussi de même pour les SILC comme véhicules du système d'épargne pilotés par les communautés. La gestion des risques et des désastres est considérée comme pertinente notamment par rapport aux SCAP/RU bien qu'elle ne soit pas considérée comme la plus prioritaire.

## DISPOSITION ET CAPACITÉ À PARTAGER LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS AU COURS DU PROJET.

### NIGER

COMMUNE	COMMUNES PARTAGEANT LEURS EXPÉRIENCES EN DÉVELOPPEMENT OU EN GESTION AVEC D'AUTRES COMMUNES	SUGGESTIONS EN VUE DE LA PÉRENNISATION DES IMPACTS DU PROJET APRÈS 3 ANNÉES D'INTERVENTION
<p><b>LES 13 COMMUNES</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Privilégier l'intercommunalité entre les 13 communes de SUR1M,</li> <li>2. Mettre à la disposition de la commune pour appuyer et créer un comité de suivi impliquant tous les acteurs (STD, OSC, et bénéficiaires).</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un trophée pour mettre en compétition les groupements ayant pérennisés leurs actions après le projet, en impliquant la commune, les services techniques, la société civile et les groupements eux-mêmes dans un comité de suivi.</li> <li>• Instaurer une culture d'initiative à la base à travers une implication concrète des communautés dans la mise en œuvre des activités du projet.</li> <li>• Création d'intercommunalité entre les 13 communes de SUR1M,</li> <li>• Cadre de concertation entre les communes d'intervention,</li> <li>• Activités de consolidation en sensibilisant les communautés,</li> <li>• Auto-encadrement des communautés,</li> <li>• Formation des acteurs.</li> </ul>

## **BURKINA FASO**

Toutes les communes sont membres de l'Association des Municipalités du Burkina qui est représentée au niveau régional. Elles comptent utiliser ce cadre pour partager les leçons/enseignements tirés. Il existe également des rencontres périodiques entre ONG, projets, mairies et services techniques qui sont aussi des lieux de circulation de l'information.

## **MALI**

Comment la commune partage-t-elle ses expériences en développement ou en gestion avec les autres communes de la zone ou du pays ?

Actuellement, aucune action n'est menée dans ce sens. Mais, le Projet d'Appui au développement local (PADL 1999-2004) avait initié plusieurs actions allant dans le sens de l'intercommunalité dans toutes ses communes d'intervention, dont l'ensemble des communes d'intervention de BRACED. Des rencontres périodiques et tournantes, et des missions d'intervention permettaient aux communes de partager leurs expériences en développement et en gestion. Ces cadres d'échange et d'apprentissage formalisés, qui ont cessé de fonctionner à la fin du projet, constituent de bonnes dispositions en matière de partage des enseignements tirés.

Par ailleurs, la commune d'Ansongo est en jumelage avec Tillabéry (Niger) qui est aussi une zone d'intervention du projet BRACED. Cela peut également être un cadre de partage des expériences acquises dans le cadre du projet.

Les participants croient que pérenniser les impacts du projet après 3 années d'intervention, ne posera pas de problèmes si les activités mises en œuvre répondent aux besoins réels des populations. Il faudra aussi que les activités soient inscrites dans le PDSEC pour être continuées, que les organes de gestion de la commune soient redynamisés ou mis en place, et que leurs capacités soient renforcées pour assurer un meilleur transfert de compétences.

## **CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RENCONTRE AVEC LES LEADERS**

### **NIGER**

À travers les thèmes débattus lors de rencontres avec les 13 communes visitées, les activités programmées dans la note conceptuelle cadrent parfaitement avec leur vision de développement. En effet, les activités de gestion des catastrophes naturelles par la mise en place des SCAP/RU leur permettent d'élaborer de meilleurs plans de contingence.

Vu l'inexistence de la microfinance et surtout la mauvaise expérience des populations ayant déjà bénéficiées de ce type de crédit, les communes préféreront mille fois le système d'épargne piloté par les communautés, c'est-à-dire les groupements de types SILC ou MMD, dont elles ont déjà tiré des bénéfices inestimables (octroi de crédits, rencontres communautaires) ayant permis à certaines femmes d'être élues aux élections communales, voire même législatives.

En vue de favoriser l'implication des femmes dans le processus d'insertion sociale et économique, un travail de fond doit être envisagé afin de promouvoir leur scolarisation. Pour les maintenir à l'école, les communes suggèrent la création de cantines scolaires pour le maintien des filles au secondaire et des infrastructures scolaires d'apprentissage des métiers de l'artisanat pour les filles en cas d'échec.

Les téléphones portables sont aujourd'hui des outils de communication très répandus dans les plus petits villages de toutes les communes. Cet outil peut être valorisé, pour faire circuler à moindre coût les informations sur les risques de catastrophes et les mesures de mitigation.

### **BURKINA FASO**

Après toutes ces rencontres d'échanges avec les leaders des 10 communes futures bénéficiaires du projet SUR1M, il ressort que les bénéficiaires sont disposés à s'organiser pour une mise en œuvre efficace du projet. Les activités envisagées s'insèrent dans les priorités des communes. Dans le souci de pérenniser les acquis du projet, un travail de fond doit être fait avec les conseils municipaux pour faire émerger et impliquer le secteur privé surtout dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Certes il y a des acteurs qui

y travaillent déjà, mais ils ne sont pas spécialisés. Les commerçants et transporteurs font tout en même temps, sans respect des lois qui régissent la distribution des intrants agricoles et vétérinaires. La plupart des intrants commercialisés ne sont pas homologués et leur utilisation ne respecte aucune norme de protection individuelle, de transport et de stockage.

Les leaders reconnaissent à l'unanimité que ce sont les activités humaines qui sont responsables (déforestation, surpâturage, pollutions diverses). Les conséquences sont celles citées précédemment auxquelles s'ajoute le ruissellement qui entraîne le sable dans les rivières (ensablement des cours d'eau). Les sols s'étant cuirassés, l'infiltration des eaux de pluie est faible, ce qui provoque des inondations en cas de forte pluie. Ces dernières années, le boom de l'or a entraîné une dégradation des ressources naturelles, liée à l'exploitation anarchique et à l'utilisation de produits chimiques. Ils observent cependant que malgré plusieurs décennies de sensibilisation et de formation par les services techniques, le changement de comportement tarde à venir.

Tous les plans de développement communaux en cours ou déjà exécutés, ont proposé des activités en rapport avec le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes.

La mise en place de SILC dans les communes/villages va énormément contribuer à résoudre le problème d'accès à la microfinance, et du coup, contribuer à développer les activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes, qui peinent à remplir les conditions de prêt des structures classiques comme les caisses populaires.

En vue de favoriser l'implication des femmes dans le processus d'insertion sociale et économique, un travail de fond doit être envisagé afin de promouvoir leur scolarisation. Pour les maintenir à l'école, un travail de proximité avec les leaders sur le mariage précoce devrait être planifié et mis en œuvre avec patience, pour ne pas heurter les habitudes et pesanteurs sociologiques.

Les téléphones portables sont aujourd'hui des outils de communication très répandus dans les plus petits villages de la région du Sahel. Cet outil peut être valorisé, pour faire circuler à moindre coût les informations sur les risques de catastrophes et les mesures de mitigation.

Dans le cadre de l'appui institutionnel aux communes, la traduction en langues locales d'un résumé succinct des PDC doit être fait, afin que tous les élus puissent se l'approprier et être au même niveau d'information.

## **MALI**

Il ressort des discussions avec les leaders communaux des 7 communes cibles du projet, que les activités programmées dans la note conceptuelle cadrent parfaitement avec leur vision de développement. Pour garantir au projet toutes les chances de réussite, les leaders communaux ont fait les recommandations suivantes :

- Le conflit armé de ces deux dernières années a beaucoup fragilisé les communes par l'arrêt des activités de développement. Les activités inscrites dans les PDSEC élaborés pour la période 2010 – 2014 n'ont pas pu être exécutées dans leur très grande majorité. Il serait souhaitable d'actualiser l'ensemble des PDSEC des communes cibles et d'y inscrire les activités du projet pour une meilleure lisibilité ;
- Promouvoir la création de groupements SILC qui répondent mieux, de l'avis des participants, aux réalités socioéconomiques. Cela permet en effet de renforcer le pouvoir économique des femmes, leur confiance en elles-mêmes, d'être plus engagées politiquement et d'assumer pleinement leur rôle d'agents du changement ;
- Pour garantir la promotion sociale des femmes, des actions de sensibilisation à l'intention des hommes et aussi des femmes doivent être impérativement menées. Les thèmes abordés porteront sur la scolarisation des filles, le mariage précoce, la santé de la reproduction (planification familiale) ;
- Il n'existe pas de SCAP-RU et les quelques brigades anti-feux mises en place, notamment dans la commune de Bourra, ne sont plus fonctionnelles. La mise en place des SCAP-RU permettrait aux communes d'élaborer de meilleurs plans de contingence.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE POUR LES “FOCUS GROUPS” COMMUNAUTAIRES (ENQUÊTEURS/TRICES)

(Lire les instructions dans l'Annexe).

Nom Enquêteur/rice:

Date: / /2014

### 1. IDENTIFICATION DU FOCUS GROUP ET DU VILLAGE

#### 1.1. IDENTIFICATION DU FOCUS GROUP

Sexe: /_/	Âge moyen apparent des participants (estimez sans poser de questions):
1 = Masc ; 2 = Fém. ; 3 = Groupe Mixte	
Nom du village :	Commune :

#### 1.2. Quelles sont les principales caractéristiques de votre village (par exemple en termes d'atouts et de difficultés comme dans l'exemple du tableau ci-dessous)

Caractéristiques du village (commentaire dans la dernière colonne s'il y a lieu)		
Aspects positifs (atouts)	Difficultés/contraintes	Remarques éventuelles
1.	1.	
2.	2.	
3.	3.	

## MOYENS D'EXISTENCE

### 2. CULTURES PRATIQUÉES

#### 2.1. a Quelles sont les principales cultures que vous pratiquez sur grandes superficies dans le village ?

Culture vivrières (ordre décroissant d'importance)					Culture de rente (ordre décroissant d'importance)	
Cultures	Production normale (2012? En sac de 100 kg)	Part consommée	Part vendue	Principaux problèmes rencontrés	Cultures	Principaux problèmes rencontrés
1.					1.	
2.					2.	
3.					3.	
CULTURES FOURRAGÈRES				CONTRAINTES DE LA PRODUCTION FOURRAGÈRE		
1						
2						
3						

**2.1.a.** Si le niébé fait partie des cultures vivrières ou de rente citées : **Connaissez-vous les triple sacs hermétiques (PICS) pour la conservation du niébé?** 1=Oui, 2=Non /\_\_/ Si oui, les utilisez-vous ? 1=Oui, 2=Non /\_\_/ Si non, pourquoi et quels sont les raisons, problèmes ou contraintes qui font que vous ne les utilisez pas ?

**2.2. Votre village pratique-t-il le maraîchage?** 1 = Oui , 2= Non /\_\_/

Si oui, lesquelles? (énumérez- en 3 par ordre d'importance)

- 1.
- 2.
- 3.

Si non, pourquoi ne les pratiquez-vous pas?

Quelles contraintes éventuelles le village rencontre-t-il dans l'activité maraîchère ?

### 3. OUTILLAGE ET INTRANTS AGRICOLES

**3.1 Outillage.** Quels sont les 3 outils agricoles ou équipements qui, s'ils étaient disponibles, allégeraient le plus le travail agricole ?

Pour les hommes	Pour les femmes	Commentaires
1.	1.	
2.	2.	
3.	3.	

### 3.2 Accès aux intrants.

- a. Avez-vous accès à des semences améliorées adaptées à votre zone agroécologique et aux changements climatiques (arrêts précoces des pluies, épisodes de sécheresse, inondations) ?  
1 = Oui , 2= Non / \_\_/
- b. Avez-vous accès à des pesticides et/ou engrais pour la protection et le développement de vos cultures? 1 = Oui , 2= Non / \_\_/

**4. ELEVAGE.** Quels sont les types d'élevage que les ménages semblables aux vôtres pratiquent dans votre village?

TYPE	NOMBRE		OBSERVATIONS
	Adultes en production	Jeunes	Exemples : principaux problèmes rencontrés et propositions de solutions : transhumance ou pas ? Activités d'emboche ou pas ?
1.			
2.			
3.			
<b>Autres</b>			

## 5. GROUPES d'EPARGNE ET DE CREDIT (SILC, MMD)

### 5.1. Votre village possède-t-il un groupement d'épargne et de crédit ?

1 = Oui , 2= Non /\_\_\_/

Si oui,

Quelle est l'organisation qui vous a aidé à le mettre en place (CRS for SILC, CARE for MMD Niger, Autre ?)

Combien de membres font partie du groupement ? /\_\_\_/

Combien d'autres groupements d'épargne et de crédit y aurait-il dans votre commune? /\_\_\_/

Combien d'encadreurs/formateurs SILC (exemple PSP- agents villageois prestataires de services) y aurait-il dans votre commune ? /\_\_\_\_\_/

Quelles sont les activités que le groupement SILC supporte et quels sont les bénéfices que les membres en retirent ?

Si non,

Pourquoi n'y a-t-il pas un groupement d'épargne et de crédit?

Serait-il souhaitable qu'un tel groupement soit créé dans le village ?

### 5.2. Y a-t-il des institutions de microfinance accordant du crédit dans votre village ?

Si oui,

Lesquelles ? Quelles activités financent-elles ?

Quelle est votre préférence entre les institutions de microfinance et les SILC ? Pour quelles raisons ?

### 6.1. AUTRES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES OU AUTRES SOURCES DE REVENUS MONÉTAIRES?

Importance p/r au nombre de personnes ou ménages impliqués	Importance p/r aux bénéfices qu'en tirent les ménages impliqués	Commentaires éventuels (y compris le support éventuel qu'un projet pourrait apporter)

**6.2. a.** Quels sont les principaux problèmes, risques ou contraintes que vous éprouvez en rapport avec la migration?

b. Est-ce que le fait d'avoir une pièce d'identité réduit ces risques ? Si oui, comment ?

c. Quelle proportion de gens en âge de migrer n'a pas de pièce d'identité? /\_\_\_/

## 7. INFRASTRUCTURES COMMUNES D'INTERET POUR LE VILLAGE ET LES VILLAGES ENVIRONNANTS

(exemples : lacs de retenues, puits, marais aménagés, magasins de stockage ou d'intrants, centres vétérinaires, marchés, ...), forêts ou bosquets communaux ; terrains cultivables non exploités....)

<b>Infrastructure</b>	<b>Commentaires éventuels</b> Exemples : état/niveau d'entretien, utilité pour le village, problèmes éventuels, support éventuel qu'un projet pourrait apporter pour atténuer ces problèmes...	
1.	1.	
2.	2.	
3.	3.	
4.	4.	
5.	5.	

## 8. DEPENSES DES MENAGES

<b>Principaux aliments achetés par les ménages (% dépenses totales ?)</b>	<b>Principales dépenses non-alimentaires des ménages</b>	<b>Commentaires éventuels</b> Exemple : proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses totales.
1. (% dép. alim.?)	1. (% dép. non-al?)	
2. (% ?)	2.	
3. (%?)	3.	

## 9. RESSOURCES NATURELLES/CHANGEMENT CLIMATIQUE

**9.1. Vous avez sans doute remarqué des changements de l'environnement au cours des dix dernières années. Pouvez-vous les décrire ?**

Changements	Causes	Comment un projet pourrait-il aider dans ces domaines?
1.	1.	
2.	2.	
3.	3.	

**9.2. Avez-vous constaté la réduction des arbres autour de votre village?**

**Si oui,**

Quels arbres et pourquoi ces arbres?

Comment cela vous affecte-t-il ?

En quoi un nouveau projet pourrait-il aider dans la restauration de la densité d'arbres ?

**Si non :** pour quelles raisons n'y a-t-il pas eu de réduction du nombre d'arbres chez vous ?

**9.3. Protégez-vous votre terre contre l'érosion ? /\_\_\_\_/ ( 1 = oui ; 2 = non).**

**Si oui,** quelles techniques utilisez-vous?

Techniques	1 = oui 2 = non	Commentaires éventuels
Cordon (diguettes) pierreux		
Bandes enherbées		
Diguettes végétalisées		
Zaï		
Demi-lunes		
Reboisement collectif		
Reboisement familiaux		
Autres (préciser)		

**Si non,** pourquoi ?

#### 9.4. Utilisez-vous un foyer amélioré dans votre ménage?

/\_/ (1 =oui ; 2=Non).

Si non, pourquoi n'en n'avez-vous pas?

#### 9.5. REGENERATION NATURELLE ASSISTEE

**a. Avez-vous connaissance de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) ?** Oui= 1 Non=2 /\_\_\_/

Si oui, est-ce-que vous la pratiquez dans votre communauté ?

Oui= 1 Non=2 /\_\_\_/

Si oui, expliquez par qui ? Et quel rôle joue la femme ? (question à poser au focus group des hommes)

Sinon, pourquoi ?

**b. Comment est-elle pratiquée dans votre communauté ?**

c. Quels sont les avantages tirés par les hommes ?

d. Quels sont les avantages tirés par les femmes ?

## 10. GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES (feuille de remplacement)

### 10.1. Quels sont les trois plus grands risques ou catastrophes auxquels votre village est exposé?

Principaux risques et catastrophes	Fréquence	Est-ce que le risque / catastrophe a changé ou est-il en train de changer maintenant ? Deviend-il plus sévère ? En quoi ? Ou plus fréquent ?	Quelles sont les conséquences possibles de ces risques/ catastrophes ?	Quels sont les changements qui vous aideraient à mieux faire face aux changements climatiques et autres contraintes (pour mieux anticiper, planifier, faire face, récupérer ou s'adapter) ?	Avez-vous adopté ou développé des stratégies permettant de prévenir ces catastrophes ?
1.	1.				1=Oui , 2 = Non /___/
2.	2.				Si oui, lesquelles ?
3.	3.				

### 10.2. STRATEGIES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

1. Qui a souffert le plus pendant / après la dernière inondation ou sécheresse ? Pourquoi?
2. Qui a souffert le moins ? Pourquoi?
3. Qu'est-ce qui fait que certaines personnes peuvent mieux faire face / récupérer que d'autres?
4. Y a-t-il des personnes qui font mieux face aux inondations/sécheresses qu'avant?  
1=Oui,2=Non /\_\_\_/
  - a. Si oui, quels changements ayant eu lieu leur permettent de mieux faire face ?

- b. Exploration : quels sont les systèmes, qui les aident à faire face ? Processus ? Ressources ?
  - c. Qui peut accéder à ces systèmes, processus, ressources ? Qui ne peut pas ?
5. Est-ce qu'il y a certaines personnes qui font moins bien face aux inondations / sécheresses qu'avant? Si oui, pourquoi sont-elles moins aptes à faire face ?

**10.3 Existe-il des SCAP/RU fonctionnels dans votre village ou dans un village proche par lesquels un délégué de votre village remonte les informations ? 1=Oui, 2=Non /\_\_\_/**

**10.4 Avez-vous dans votre ménage un ou des téléphones cellulaires**

1=Oui , 2 = Non /\_\_\_/

Si oui, combien d'appareils ? /\_\_\_/ Au près de quel opérateur de téléphonie cellulaire sont-ils abonnés ?

Ceux qui ont les téléphones chez vous savent-ils lire et écrire des SMS? 1=Oui, 2 = Non /\_\_\_/ Si oui, ont-ils déjà utilisé des SMS dans le cadre des SCAP-RU ?

## **11. ASPECTS GENRE**

**11.1. Est-ce que les différentes catégories par rapport au sexe et à l'âge (hommes, femmes, jeunes hommes, jeunes filles) sont affectées de la même manière par les catastrophes que vous avez cités plus haut ?** Faites des commentaires.

**11.2. En quoi un projet pourrait-il contribuer à réduire les vulnérabilités ou les impacts négatifs auxquels font face les femmes, les jeunes filles ou les autres catégories les plus affectées ?**

**11.3. ACCES AUX RESSOURCES ET PRISE DE DECISION DANS LA FAMILLE (question à poser uniquement dans les « focus groups » des femmes)**

- a. Comment avez-vous reçu la parcelle de terre sur laquelle vous cultivez?

b. Quels droits avez-vous sur elle?

c. Quels droits de possession avez-vous sur d'autres biens économiques ou opportunités économiques (élevage, commerce, crédit...)

d. Êtes-vous impliquées dans les décisions sur l'utilisation des revenus et atouts de votre ménage (votre avis compte-t-il ? )

Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

**e. Pouvez-vous prendre des décisions sur l'utilisation des revenus et des atouts (comme par exemple les animaux) que vous-même vous générez en tant que femmes ?**

Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

#### **11.4. ACCES A LA TERRE EN-DEHORS DU CADRE FAMILIAL**

**a. Quels sont les 3 modes d'acquisition de terre non-familiale les plus fréquents ?**

**b. Qui sont les principaux décideurs au niveau local dans le processus d'attribution de la terre aux citoyens ?**

**c. Quelles sont les étapes de ce processus ? Combien de temps cela prend-il pour enfin avoir la terre qu'on cherche? Qui a le plus grand pouvoir de décision parmi les personnalités impliquées dans le processus?**

**11.5. ACCÈS À L'ÉDUCATION (question à poser uniquement dans les « focus groups » de femmes)**

**a. Quel est l'accès des filles/fillettes à l'éducation, comparé à celui des garçons ?**

Est-ce que cet accès à l'éducation change en cas de catastrophes ? 1=Oui, 2 = Non / \_\_\_/

Si oui, comment ?

**b. Quelles sont les autres façons dont les catastrophes affectent différemment les hommes et les femmes, les jeunes filles et les jeunes garçons ?**

**12. ASPIRATIONS—ATTENTES**

**12.1. a. Pensez aux gens dans le village qui jouissent d'un grand bien-être, d'une bonne qualité de vie. Comment décririez-vous ce bien-être ou cette qualité de vie?**

**b. Quelles sont les caractéristiques qui les rendent différents des autres?**

**12.2. Quels sont par ordre d'importance vos projets ou les projets que vos familles envisagent de mener dans un horizon de 1 à 3 ans?**

Projets	Potentialités pour le réaliser/ ressources que vous comptez y mettre?	En quoi un projet pourrait-il vous aider à réaliser vos projets et de façon durable ?
1.	-	
2.	-	
3.	-	

**13. QUELLES QUESTIONS AVEZ-VOUS POUR NOUS ?**

**CONCLURE LA DISCUSSION (voir instructions dans l'annexe)**

## **ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES « FOCUS GROUPS » DES DIRIGEANTS ET TECHNICIENS**

### **Objectifs**

Le principal objectif poursuivi dans les « focus groups » des leaders au niveau communal est de mieux connaître les priorités actuelles des leaders des communes d'intervention en matière de développement économique et social, d'enregistrer leur réaction vis-à-vis de la stratégie et des activités envisagées par le projet SUR1M et de recueillir leurs recommandations pour réussir une bonne préparation du document définitif d'un projet qui aura toutes les chances de réussir.

### **Participants**

Ils seront autour de quinze et comprendront:

- Les maires des communes sélectionnées ;
- Un ou deux conseillers communaux ;
- Des cadres techniques œuvrant dans les communes. Il se pourrait qu'ils se trouvent au niveau départemental seulement. Les techniciens des ministères ayant dans leurs attributions la Planification du développement et l'aménagement du territoire, l'agriculture, l'élevage, l'environnement, l'hydraulique et les affaires sociales et le genre seront conviés à ces réunions ;
- Deux représentants au minimum de la société civile (organisations paysannes/ONG locales influentes dans la commune) ;
- Un ou plusieurs représentant(s) du secteur privé ;
- Un agent par projet de développement majeur opérant dans la commune.

Etant donné l'orientation du programme BRACED, les femmes devraient être bien représentées dans les « focus groups » du leadership communal. Malgré la difficulté, essayez d'avoir au moins un tiers des participants qui soient des femmes ou des filles.

### **Thèmes à discuter**

#### **1. Priorité de développement.**

Compte-tenu des réalités de la commune, quelles sont ses priorités de développement économique et social du point de vue des participants ? Leur faire choisir cinq priorités au maximum.

#### **2. Plans de Développement Communaux (PDC).**

- a. Le PDC est-il à jour ? Quel a été son processus de préparation ? Y-a-t-il eu une bonne participation des représentantes des femmes, des associations de la société civile et du secteur privé ? Notez, à travers les échanges, l'attitude des responsables de

la commune et des services techniques par rapport au secteur privé et l'implication de ce dernier dans un projet de développement ?

- b. Demandez d'avoir, à la fin de la séance, une copie du PDC (idéalement une version électronique), le budget communal de l'année dernière et ses rapports de gestion et d'audit s'il y a lieu. Un paragraphe ou deux du rapport devra porter sur ces documents.
- c. Capacité de la commune comme structure de développement à exécuter le PDC, en particulier dans la mobilisation et l'utilisation des ressources financières, les compétences humaines et le système comptable.
- d. Dans quelle mesure le contenu des PDC est-il en phase avec les changements climatiques et la gestion des risques et catastrophes ? Notez, à travers les échanges, le niveau de connaissance des participants en matière de changement climatique et de gestion des risques et catastrophes.

### **3. Attitude par rapport à la participation des femmes dans les instances de décision au niveau communal et au niveau de leur accès aux ressources**

- a. Quel est le niveau de participation **effective** des femmes dans le conseil communal ? Quelles sont les contraintes de leur participation et quelles sont les actions qui pourraient être menées pour que le quota minimum établi par l'Etat dans le conseil communal soit atteint si cela n'est pas encore le cas ?
- b. Quel est l'accès actuel des femmes de la commune à la terre et aux autres ressources (crédits, éducation, ...) nécessaires pour réduire leur vulnérabilité ?
- c. Comment se fait concrètement l'attribution sécurisée de la terre aux femmes ayant des initiatives possiblement soutenues par des projets ? Quelles sont les étapes de ce processus ? Combien de temps cela prend ?
- d. Qui sont les principaux décideurs au niveau local dans le processus d'accession des femmes à la terre ? Quels décideurs semblent avoir le plus de pouvoir dans ce processus ?
- e. Parmi les autorités gouvernementales impliquées dans ce processus, quelles sont les personnes (autorités officielles et institutions qui jouent actuellement les rôles les plus déterminants ?

### **4. Réaction par rapport à la note conceptuelle.**

- a. A la suite d'une présentation succincte des principales composantes et stratégies du projet SUR1M que vous ferez vers la fin de la séance, notez la réaction des participants sur les aspects suivants : 1) Activités d'adaptation aux changements climatiques, 2) Gestion des risques et désastres (en particulier existe-t-il des SCAP-RU et comment fonctionnent-ils, incluent-ils des femmes parmi leurs membres?), 3) Promotion d'un meilleur accès des femmes aux ressources et à leur plus grande

participation aux décisions, et 4) Option d'utiliser prioritairement les groupes d'épargne et de crédits (SILC pour CRS, MMD pour Care Niger, autres ?) dans l'exécution du projet (notez en passant, le nombre de groupes SILC que les autorités communales connaissent dans la commune et, s'il-y-en a, l'appréciation des participants du niveau d'organisation/ d'encadrement/d'efficacité de ces groupes).

- b. Quels sont les aspects de la note conceptuelle qui leur semblent les plus pertinents/prometteurs ? Les arranger par ordre de priorité et faire choisir trois aspects au maximum.
- c. Quels sont les trois aspects de la note conceptuelle qui leur semblent le moins pertinents ou les moins susceptibles de réussir ? Les arranger par ordre de priorité et faire choisir trois aspects au maximum.

#### **5. Autres initiatives et projets oeuvrant dans la commune.**

Les informations qui seront recueillies ici permettront de promouvoir la coordination et la synergie entre tous les intervenants, y compris entre projets et institutions nationales concernées. Les données relatives à la nutrition et aux projets ayant à peu près le même objet seront cartographiées.

Nutrition. Quels sont les projets de nutrition opérant dans la commune ? Quelles sont leurs cibles, activités et envergure ?

Autres projets de développement. Quels sont les autres projets de développement (par opposition aux interventions humanitaires) opérant dans la commune ? Y-en-a-t-il qui s'occupent de gouvernance, d'adaptation aux changements climatiques, d'alerte précoce ?

Groupes d'épargne et de crédits (SILC, MMD) ; nombre de groupements, importance, capacités... Y a-t-il des IMF (institutions de microfinance) ? Si oui, quelles activités financent-elles, quelle est leur importance comparée aux SILC ?

#### **6. Disposition et capacité à partager les enseignements tirés au cours de l'exécution du projet.**

- a. Comment les communes partagent-elles leurs expériences en développement ou en gestion avec les autres communes de la zone ou du pays ?
- b. Comment les activités ou impacts du projet SUR1M pourraient-ils être pérennisés après 3 années d'intervention ?

**Listes des participants sessions d'écoute avec les « focus groups » des leaders**





228 W. Lexington Street  
Baltimore, MD 21201-3433  
USA  
Tel: 410.625.2220

---

[www.crsprogramquality.org](http://www.crsprogramquality.org)

